

B.7. Der erste Klagegrund ist nur insofern zu prüfen, als er sich auf die durch den angefochtenen Artikel 25 des Dekrets vom 20. Dezember 1996 durchgeführte Änderung von Artikel 9 des Dekrets vom 14. Mai 1996 bezieht.

B.8.1. Die angefochtene Bestimmung entspricht dem bereits bei den Vorarbeiten zum Dekret vom 14. Mai 1996 geäußerten Bestreben des Dekretgebers (*Dok.*, Flämisches Parlament, 1995-1996, Nr. 251/4, S. 3), nicht nur den niedrigen Veranlagungssätzen für die zusätzliche Personensteuer oder die Zuschlagshundertstel auf den Immobilienvorabzug Rechnung zu tragen, sondern auch der steuerlichen Tragkraft der Gemeinden.

Gemeinden mit niedrigen Veranlagungssätzen haben nämlich nicht notwendigerweise eine hohe steuerliche Tragkraft. Wenn sich aus der Verbindung beider Maßstäbe ergibt, daß die Gemeinde tatsächlich eine hohe steuerliche Tragkraft besitzt, hat sie jedenfalls auch mehr Möglichkeiten, um mit der eigenen Besteuerung für die Finanzierung zusätzlicher Ausgaben zu sorgen, ohne auf eine Bezuschussung zurückgreifen zu müssen (*Dok.*, Flämisches Parlament, 1995-1996, Nr. 251/6, S. 65).

B.8.2. Das durch die angefochtene Bestimmung angewandte Unterscheidungskriterium, nämlich das Aufkommen von 1 % Personensteuer und von 100 Zuschlagshundertsteln auf den Immobilienvorabzug ist ein objektives Kriterium. Es bietet nämlich die Möglichkeit, wie bereits bei den Vorarbeiten zum Dekret vom 14. Mai 1996 dargelegt wurde (*Dok.*, Flämisches Parlament, 1995-1996, Nr. 251/6, S. 66), relativ schnell und auf einheitliche Weise das Aufkommen der Personensteuer und des Immobilienvorabzugs zu kennen und somit festzustellen, inwiefern die Gemeinde auf der Grundlage ihrer finanziellen Tragkraft und des Umstandes, ob sie diese nutzt oder nicht, Mittel aus dem Sozialimpulsfonds in Form eines - vollständigen oder nicht vollständigen - garantierten Ziehungsrechtes in Anspruch nehmen kann.

B.8.3. In bezug auf die Zielsetzungen des Sozialimpulsfonds, so wie sie unter II angeführt sind, und angesichts der engen Verbindung zwischen der besteuerten Tatsache der obengenannten Steuern mit den in Artikel 6 des Dekrets vom 14. Mai 1996 festgelegten personenbezogenen und umfeldbezogenen Maßstäben der sozialen Benachteiligung, die angewandt werden können, um den Betrag der Verpflichtungsmittel des Sozialimpulsfonds zu verteilen, ist das Aufkommen der Personensteuer und der Zuschlagshundertstel auf den Immobilienvorabzug ein relevantes Kriterium, um hierzu die steuerliche Tragkraft der Gemeinden zu bewerten und den bestrittenen Unterschied zu rechtfertigen.

B.8.4. Der erste Klagegrund ist unannehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 10. Juni 1998.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

L. De Grève.



#### COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 1585

[S - C - 98/21245]

#### Arrêt n° 66/98 du 10 juin 1998

Numéros du rôle : 1140, 1141, 1142 et 1143

*En cause* : les recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes, introduits par J. Leclère et autres, par la commune d'Amblève et autres, par F. Wirtz et par l'« Interkommunale für das Sozial- und Gesundheitswesen der Gemeinden Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach und Sankt Vith ».

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

##### I. *Objet des recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 5 août 1997 et parvenue au greffe le 6 août 1997, un recours en annulation de l'article 18, § 2, du décret de la Région wallonne du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes (publié au *Moniteur belge* du 7 février 1997) a été introduit par J. Leclère, demeurant à 4557 Fraiture, rue Violette 97, F. Tasiaux, demeurant à 5560 Pailhe, rue Thier 15, C. Bouvy, demeurant à 4990 Lierneux, hameau de Banneux Jevigne, M. Delvoye, demeurant à 4051 Vaux-sous-Chèvremont, rue Fond des Maçons 50, N. Evrard, demeurant à 4052 Beaufays, rue Toussaint Gerkens 32, E. Grégoire, demeurant à 4570 Marchin, place de Belle Maison 3, G. Lismonde-Gatin, demeurant à 4053 Mehagne, rue Basse Mehagne 21, J.-M. Straetmans, demeurant à 4050 Chaudfontaine, route de Beaufays 111, et J. Willemsen-Lhoest, demeurant à 4052 Beaufays, avenue Paquay 27.

Cette affaire a été inscrite sous le numéro 1140 du rôle.

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 5 août 1997 et parvenues au greffe le 6 août 1997, des recours en annulation des articles 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 18, § 2, 20, alinéa 2 (lire : alinéa 3), 28, alinéa 3, et 36, § 2, du décret précité, ont été introduits par :

— la commune d'Amblève, dont les bureaux sont établis à 4770 Amblève, maison communale, la commune de Bullange, dont les bureaux sont établis à 4760 Bullange 240, maison communale, la commune de Butgenbach, dont les bureaux sont établis à 4750 Butgenbach, Weywertz, maison communale, la ville de Saint-Vith, dont les bureaux sont établis à 4780 Saint-Vith, hôtel de ville, et la commune de Lontzen, dont les bureaux sont établis à 4710 Lontzen, maison communale,

— F. Wirtz, demeurant à 4760 Bullange, Honsfeld 4A, et

— l'« Interkommunale für das Sozial- und Gesundheitswesen der Gemeinden Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach und Sankt Vith », dont le siège est établi à 4750 Butgenbach, Zum Walkerstal 15.

Ces affaires ont été inscrites sous les numéros 1141, 1142 et 1143 du rôle.

## II. La procédure

Par ordonnances du 6 août 1998, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 17 septembre 1997, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 3 octobre 1997; l'ordonnance de jonction a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1997.

Des mémoires ont été introduits par :

— J.-P. Bleus, demeurant à 4970 Stavelot, Amermont 15, M. Wetz, demeurant à 4970 Francorchamps, rue de Pommard 211, G. Dethier, demeurant à 4970 Stavelot, Belle Vue 3, P. Counet, demeurant à 4970 Stavelot, route de Coe 32 B, J. Verdin, demeurant à 4970 Stavelot, rue de l'Amblève 4, F. Lepoivre, demeurant à 1440 Braine-le-Château, P. Devreux, demeurant à 1440 Braine-le-Château, M. Alen, demeurant à 1440 Braine-le-Château, rue de Tubize 14, S. Lacroix, demeurant à 1440 Braine-le-Château, A. Fauconnier, demeurant à 1440 Braine-le-Château, rue L. Vanshepdael, E. Eembeek, demeurant à 1140 Braine-le-Château, rue Champ Binet 4, G. Lemaire, demeurant à 1440 Braine-le-Château, rue aux Racines 19, I. de Dorlodot, demeurant à 1440 Braine-le-Château, rue des Radoux 21, E. Tordeurs, demeurant à 1440 Braine-le-Château, rue Notre Dame au Bois 4, E. Wuyts, demeurant à 1440 Braine-le-Château, rue E. Schampaert 29, P. Courteille, demeurant à 1440 Braine-le-Château, rue A. Latour 43 D, A. Janssens, demeurant à 1440 Braine-le-Château, rue Mont Olivet 23, et E. Beauclaire, demeurant à 6280 Gerpinnes-Hymiee, rue d'Hanzinne 2 A, par lettre recommandée à la poste le 29 octobre 1997;

— A. Pépin, demeurant à 7387 Honnelles, le Moulin d'Angre 3, par lettre recommandée à la poste le 5 novembre 1997;

— A. Keutgen, demeurant à 4700 Eupen, Am Bahndamm 42, D. Pankert, demeurant à 4700 Eupen, rue Neuve 52, R. Pankert, demeurant à 4700 Eupen, Stendrich 131, et I. Krott-Schmitz, demeurant à 4700 Eupen, Stendrich 212, par lettre recommandée à la poste le 5 novembre 1997;

— le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 20 novembre 1997.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 11 décembre 1997.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

— J. Leclère et autres, par lettre recommandée à la poste le 30 décembre 1997;

— la commune d'Amblève et autres, par lettre recommandée à la poste le 10 janvier 1998;

— A. Pépin, par lettre recommandée à la poste le 10 janvier 1998;

— le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 12 janvier 1998;

— A. Keutgen et autres, par lettre recommandée à la poste le 13 janvier 1998.

Par ordonnance du 22 janvier 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 5 août 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 25 mars 1998, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 29 avril 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 26 mars 1998.

A l'audience publique du 29 avril 1998 :

— ont comparu :

. Me Y. Rancelot, avocat au barreau de Liège, pour J. Leclère et autres;

. Me G. Zians, également *loco* Me A. Haas, avocats au barreau d'Eupen, pour la commune d'Amblève;

. R. Pankert, en personne;

. Me V. Thiry, avocat au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;

— les juges-rapporteurs E. Cerexhe et H. Boel ont fait rapport;

— les parties précitées ont été entendues;

— les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

## III. Objet des dispositions attaquées

Les dispositions entreprises du décret de la Région wallonne du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes figurent pour l'essentiel dans le chapitre III du décret qui règle la composition, l'organisation, le fonctionnement et les attributions des organes des intercommunales.

L'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret entrepris est libellé en ces termes :

« Dès lors qu'une délibération a été prise par leur conseil, les délégués de chaque commune et, le cas échéant, de chaque province rapportent la décision telle quelle à l'assemblée générale. »

L'article 18, § 2, du décret entrepris dispose comme suit :

« Les administrateurs représentant les communes associées et, s'il échet, les provinces associées, sont désignés respectivement à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées et, s'il échet, de l'ensemble des conseils provinciaux des provinces associées, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des critères statutaires de pondération visés à l'article 6, 9°.

Lorsque les conseillers communaux ont été élus sur une liste ne possédant pas un numéro d'ordre commun en vertu de l'article 22bis de la loi électorale communale du 4 août 1932, il est tenu compte, pour le calcul de la proportionnelle au niveau de chaque commune associée, des éventuelles déclarations individuelles d'apparementement vers une liste possédant un numéro d'ordre commun, telles qu'elles sont actées par le conseil communal. L'apparementement vers une liste possédant un numéro d'ordre commun n'est possible que si, dans la commune, cette même liste ne s'est pas présentée en tant que telle aux élections communales. Cet apparementement s'applique uniformément pour toutes les intercommunales dont la commune est membre.

Aux fonctions d'administrateur réservées aux communes et, s'il échet, aux provinces associées ne peuvent être nommés que des membres des conseils communaux et, s'il échet, provinciaux.

Le présent paragraphe est applicable, *mutatis mutandis*, aux administrateurs représentant les C.P.A.S. associés. »

L'article 20, alinéa 3, du même décret dispose, en ce qui concerne la nomination des membres du collège des commissaires, que :

« Les commissaires, autres que membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, sont nommés par l'assemblée générale respectivement à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées, et, s'il échet, de l'ensemble des conseils provinciaux des provinces associées, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral et à l'article 18, § 2. »

L'article 28, alinéa 3, du même décret dispose que le Comité de surveillance « comprend cinq membres, nommés par l'assemblée générale à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral et à l'article 18, § 2 ».

L'article 36, § 2, du même décret est libellé comme suit :

« Le tribunal de première instance du siège de l'intercommunale peut prononcer, à la requête soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit de l'autorité administrative ayant le contrôle de l'intercommunale dans ses attributions, la dissolution de toute intercommunale qui n'aurait pas modifié ses statuts dans le délai prévu au paragraphe précédent. »

IV. *En droit*

— A —

*La requête dans l'affaire portant le numéro 1140 du rôle*

A.1. En qualité d'échevins ou de conseillers communaux de plusieurs communes, les requérants justifient d'un intérêt fonctionnel : défendre les prérogatives attachées à leur fonction de désigner les délégués qui représenteront la commune à l'assemblée générale de l'intercommunale. A défaut d'apparementement, il ne sera pas tenu compte de leur vote dans le calcul de la majorité proportionnelle permettant de désigner les délégués.

A.2. Un moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution par l'article 18, § 2, entrepris, du décret de la Région wallonne du 5 décembre 1996 en ce que cette disposition contraint les conseillers communaux qui désirent exercer leur droit de vote pour la désignation des délégués de leur commune à l'assemblée générale d'une intercommunale et qui n'ont pas été élus sur une liste possédant un numéro d'ordre commun, à faire une déclaration d'apparementement à une liste possédant un numéro d'ordre commun.

*Les requêtes dans les affaires portant les numéros 1141, 1142 et 1143 du rôle*

A.3. Les différentes communes de la région de langue allemande requérantes sont toutes membres d'intercommunales de la Région wallonne et sont donc directement affectées par les dispositions attaquées du décret. Il en est de même du requérant dans l'affaire portant le numéro 1142 du rôle, lequel est membre d'un conseil communal de la Région wallonne, et de l'intercommunale requérante dans l'affaire inscrite sous le numéro 1143 du rôle.

A.4.1. Un moyen unique est pris de la violation des articles 10, 11, 22, 27, 41 et 162, 2°, de la Constitution ainsi que de l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

A.4.2. Les articles 18, § 2, et 20, alinéa 3, et l'article 28, alinéa 3, du décret violent le principe d'égalité et de non-discrimination, en prévoyant que le conseil d'administration, le collège des commissaires et le comité de surveillance doivent être composés de manière contraignante. Il en résulte une différence de traitement injustifiée entre les communes dont les délégués n'ont pas fait de déclaration d'apparementement vers des listes possédant un numéro d'ordre commun, qui n'ont pratiquement aucune possibilité d'entrer en ligne de compte lors de la répartition des mandats en question, et les autres communes. Les communes disposant d'un même nombre de délégués à l'assemblée générale ne sont donc pas traitées de manière identique lors de la répartition des mandats au conseil d'administration, au collège des commissaires ou au comité de surveillance.

L'article 18, § 2, alinéa 2, du décret viole aussi, sur la base de l'article 11 de la Constitution, le principe de l'autonomie communale qui découle des articles 41 et 162, 2°, de la Constitution. Pour les mêmes motifs, l'article 18, § 2, du décret viole aussi l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

A.4.3. L'article 18, § 2, alinéa 2, du décret, en ce qu'il exige de certains mandataires qu'ils fassent une déclaration d'apparementement, viole aussi le principe de non-discrimination, en instaurant une différence de traitement injustifiée entre les mandataires communaux, selon qu'ils ont été élus ou non sur une liste possédant un numéro d'ordre commun.

Cette disposition viole, sur la base de l'article 11 de la Constitution, le droit à la liberté d'expression (article 19 de la Constitution), le droit à la vie privée (article 22 de la Constitution) et le droit à la liberté d'association (article 27 de la Constitution et article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme).

A.4.4. L'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret, en instaurant le principe du mandat impératif, viole le droit à la liberté d'expression des délégués des différentes communes à l'assemblée générale.

A.4.5. Compte tenu de l'inconstitutionnalité des articles 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 18, § 2, 20, alinéa 3, et 28, alinéa 3, la sanction prévue à l'article 36, § 2, du décret est également inconstitutionnelle.

*La requête en intervention introduite par A. Pépin*

A.5. Comme conseiller communal d'une commune wallonne élu sur une liste d'intérêts communaux, l'intervenant a intérêt à introduire une requête en intervention sur la base de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

A.6. L'article 18, § 2, du décret attaqué de la Région wallonne crée une discrimination injustifiée entre élus communaux selon qu'ils sont ou non apparementés et viole les articles 10 et 11 de la Constitution mis en relation avec l'article 20 qui garantit à chacun le droit de s'associer et par voie de conséquence celui de ne pas s'associer.

*La requête en intervention introduite par A. Keutgen et autres*

A.7. Les intervenants sont conseillers communaux de la commune d'Eupen et certains sont également membres d'intercommunales. Ils ont intérêt à intervenir sur la base de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

A.8.1. L'ensemble du décret wallon doit être annulé dans la mesure où, en visant les communes germanophones de la Région wallonne, il viole l'article 7, alinéa 2, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, qui réserve à l'autorité fédérale la compétence de régler l'organisation et l'exercice de la tutelle administrative sur les communes de la région de langue allemande.

A.8.2. Le décret doit aussi être annulé parce qu'il règle les intercommunales germanophones, une matière qui est de la compétence de la Communauté germanophone.

A.8.3. A titre subsidiaire, l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret attaqué viole l'article 11 de la Constitution car il oblige de voter dans un sens déterminé, ce qui est incompatible avec un régime démocratique.

L'article 18, § 2, du même décret viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions, ainsi que l'article 162, dernier alinéa, de la Constitution. Il viole aussi les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que les mandataires des listes « Intérêts communaux » sont exclus et en ce qu'on ne leur permet pas, en outre, de grouper leurs mandats en vue de la composition du conseil d'administration.

Les articles 20, alinéa 3, 28, alinéa 3, et 36 doivent être annulés pour les mêmes motifs.

*La requête en intervention introduite par J.P. Bleus et autres*

A.9. En qualité de mandataires communaux de diverses communes wallonnes, les intervenants se joignent à la requête inscrite sous le numéro 1140 du rôle.

*Mémoire du Gouvernement wallon*

*La recevabilité des requêtes*

A.10.1. Les requérants dans l'affaire portant le numéro 1140 du rôle n'ont pas intérêt à postuler l'annulation du décret puisqu'aucune disposition du décret ne limite leur droit à désigner les délégués qui représenteront la commune à l'assemblée générale de l'intercommunale.

A.10.2. Les villes et les communes wallonnes n'ont pas intérêt à poursuivre l'annulation d'une disposition qui veille à ce qu'au sein de l'assemblée générale, les délégués des communes associées rapportent la position exprimée préalablement par le conseil communal. Les villes et communes n'ont pas intérêt à soutenir qu'une disposition limite la liberté d'expression des délégués des différentes communes à l'assemblée générale. L'intercommunale est une association de communes et non une association d'élus communaux. Par ailleurs, les villes et communes ne peuvent se substituer aux conseillers communaux dans la défense de leurs intérêts propres, ni dans la défense des intérêts des listes sur lesquelles ces conseillers communaux ont été élus.

A.10.3. Dans l'affaire inscrite sous le numéro 1142 du rôle, le requérant, qui agit en qualité de conseiller communal de la commune de Bullange, élu sur la liste « E.V.G. », et qui ne possède pas un numéro d'ordre commun en vertu de l'article 22bis de la loi électorale communale, ne démontre pas suffisamment son intérêt à agir dans la mesure où, s'il ne peut plus être élu en qualité d'administrateur d'une intercommunale, ce n'est pas le fait du décret. Ceci résulte soit de son propre choix (le requérant n'ayant pas fait de déclaration d'apparement dans le délai prescrit), soit de ce qu'il n'a pas été désigné pour exercer un mandat d'administrateur par une liste représentée à l'assemblée générale.

A.10.4. L'intercommunale requérante dans l'affaire inscrite sous le numéro 1143 du rôle ne justifie pas à suffisance de son intérêt en invoquant le seul fait que les dispositions attaquées du décret lui sont applicables. Au surplus, la requérante n'est pas recevable à se substituer aux communes ou aux mandataires communaux dans la défense de leurs intérêts propres. L'intérêt populaire n'est pas admissible.

Enfin, des réserves expresses sont formulées quant à la qualité pour agir de cette requérante et quant à sa capacité d'ester en justice.

*Sur le fond*

*Quant à la requête dans l'affaire portant le numéro 1140 du rôle*

A.11. Les requérants confondent la désignation par les communes de leurs délégués à l'assemblée générale (où la déclaration d'apparement n'est pas nécessaire) et la désignation par l'assemblée générale des administrateurs et commissaires.

L'article 18, § 2, du décret ne s'applique pas à l'assemblée générale d'une intercommunale.

Aucune disposition du décret attaqué ne limite le droit des requérants de désigner les délégués qui représenteront la commune à l'assemblée générale de l'intercommunale.

L'article 14 du décret prévoit même expressément que les délégués des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le conseil communal de chaque commune parmi les conseillers, le bourgmestre et les échevins de la commune, proportionnellement à la composition dudit conseil.

A l'inverse de l'article 18, § 2, du décret, qui se réfère explicitement aux articles 167 et 168 du Code électoral, l'article 14 donne toute liberté au conseil communal d'adopter la méthode de calcul qu'il souhaite pour assurer cette représentation proportionnelle des délégués du conseil à l'assemblée générale. L'article 14 n'interdit donc pas au conseil communal de déroger au mécanisme de la clé d'Hondt et de garantir une représentation de chaque groupe politique.

Par ailleurs, à l'inverse de l'article 18, § 2, du décret, qui concerne le conseil d'administration, l'article 14 ne prévoit pas que les conseillers communaux élus sur des listes ne possédant pas de numéro d'ordre commun en vertu de l'article 22bis de la loi électorale communale doivent faire une déclaration d'apparement vers une liste possédant un numéro d'ordre commun. L'article 14 ne subordonne pas à une déclaration d'apparement le vote en conseil communal pour la désignation des délégués à l'assemblée générale de l'intercommunale, ni même la désignation par le conseil communal en tant que délégués à l'assemblée générale.

En tout état de cause, le moyen est non fondé.

*Quant aux requêtes dans les affaires portant les numéros 1141, 1142 et 1143 du rôle*

A.12.1. Les requérants reprochent à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, d'instaurer le principe d'un mandat impératif, en violation du droit à la liberté d'expression. A titre préliminaire, il convient d'observer qu'un moyen pris de la violation directe d'une règle autre que celles visées à l'article 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 6 janvier 1989 est irrecevable.

Sur le fond, la disposition attaquée, qui est conforme au droit commun des sociétés commerciales, respecte l'autonomie communale, tout en garantissant une efficacité de gestion au sein des intercommunales. Elle garantit également le droit d'expression des mandataires communaux dans l'exercice de leurs fonctions.

A.12.2. Quant à l'article 18, § 2, du décret, la différence de traitement qui y est inscrite est largement justifiée. En effet, s'agissant de la désignation des délégués des conseils communaux à l'assemblée générale, le législateur régional a fait confiance au conseil communal, ce qui va dans le sens de l'autonomie communale. A l'inverse, s'agissant de la désignation des administrateurs par l'assemblée générale, le législateur a voulu garantir une représentation proportionnelle. Le ressort de l'intercommunale est différent de celui de la commune. Il s'imposait de pouvoir prendre en considération les élus répartis sur des listes comparables.

En introduisant la proportionnelle dans le conseil d'administration de l'intercommunale, le législateur décréte répond à l'objectif de démocratisation qu'il poursuit : il fallait assurer une représentation des listes non traditionnelles, tout en veillant à ne pas nuire à l'efficacité du conseil d'administration et ce, dans le respect de l'autonomie communale.

Pour le calcul de la proportionnelle au conseil d'administration, il est donc prévu de tenir compte des éventuelles déclarations individuelles d'apparement vers une liste possédant un numéro d'ordre commun, telles qu'elles sont actées par le conseil communal. L'autonomie communale est préservée, dès lors que chaque commune peut élaborer son propre règlement au sujet des éventuelles déclarations d'apparement.

Pour le surplus, l'argumentation des requérants conduirait à transformer l'intercommunale en une nouvelle collectivité politique. Si un mandataire choisit de ne pas faire une déclaration d'apparement, il doit assumer la responsabilité de son choix.

A.12.3. A supposer que la Cour déclare recevable le moyen en tant qu'il est pris de la violation des articles 19, 22 et 27 de la Constitution, l'article 18, § 2, alinéa 2, du décret entrepris ne restreint en rien la liberté d'expression ni la liberté d'association des mandataires communaux au sein des conseils communaux. La déclaration d'apparement est utile afin de déterminer le quota ou le poids de chaque liste politique, et n'interfère en rien dans le choix des administrateurs en tant que personnes. Du reste, les membres du conseil d'administration peuvent être élus par l'assemblée générale en dehors de celle-ci.

A.12.4. Par identité de motifs, dans la mesure où il n'est pas invoqué de griefs distincts, le moyen, en tant qu'il est dirigé contre les articles 20, alinéa 3, 28, alinéa 3, et 36, § 2, du décret, est soit irrecevable, soit non fondé.

*Mémoire en réponse des requérants dans l'affaire portant le numéro 1140 du rôle*

A.13. Il ne s'agit pas de défendre la prérogative de désigner les délégués qui représenteront une commune à l'assemblée générale des intercommunales, mais bien les prérogatives des délégués communaux à l'assemblée générale pour désigner les administrateurs de l'intercommunale. Le recours portant essentiellement sur l'article 18, § 2, du décret, il est clair que les requérants visaient dans leurs recours la désignation à la proportionnelle des administrateurs et non pas la désignation des délégués communaux à l'assemblée générale. La confusion involontaire du recours provient du fait que c'est au niveau des communes que doivent se faire les déclarations individuelles d'apparement, puisque ces déclarations sont actées par le conseil communal (article 18, § 2, alinéa 2).

Pour le surplus, le mandataire qui refuse de s'apparenter à un parti n'assume aucune responsabilité. Il se contente de refuser de se ranger dans un parti. Ce qui est évidemment son droit le plus strict. Mais ce faisant, il est écarté abusivement du droit de désigner les administrateurs de l'intercommunale. S'il n'y avait pas discrimination, il disposerait, comme les autres mandataires, du droit de vote pour désigner les administrateurs. Or, ce droit lui est refusé.

*Mémoire en réponse des requérants dans les affaires portant les numéros 1141, 1142 et 1143 du rôle*

A.14. La contestation de la recevabilité du recours de F. Wirtz est non fondée dans la mesure où sa situation est défavorablement influencée par le fait que, n'ayant pas voulu déposer de déclaration d'apparement, il est exclu qu'il puisse être admis au conseil d'administration d'une intercommunale.

Il est contradictoire de prétendre que les communes requérantes seraient irrecevables : en effet, on ne peut en même temps soutenir qu'un conseiller communal n'aurait pas d'intérêt légitime au recours, et que les communes n'ont pas intérêt parce qu'il appartiendrait aux mandataires communaux de faire valoir l'inconstitutionnalité qu'elles relèvent. Les communes ont le droit, comme les mandataires communaux, d'invoquer des arguments. Bien que les mandataires communaux qui siègent dans les intercommunales respectives doivent être considérés comme faisant partie des organes de ces institutions, il ne faut pas négliger le fait que ces mandataires exercent ces fonctions précisément sur la base de leur appartenance aux conseils communaux.

L'intercommunale requérante a aussi intérêt à attaquer des règles qui, s'agissant de sa constitution, ne reflètent pas fidèlement la composition des listes communales.

*Mémoire en réponse de A. Pépin*

A.15. L'intérêt ne pouvant être valablement contesté dans le chef d'une personne qui intervient dans une procédure relative à l'exercice du droit de vote, il convient de rappeler que, dans un premier avis, la section de législation du Conseil d'Etat a conclu que l'avant-projet de décret qui lui était soumis « devait être fondamentalement revu ».

En tant qu'il attend des mandataires communaux qu'ils fassent une déclaration d'apparement, c'est-à-dire déclarer leurs opinions politiques, pour que leur soit accordée la plénitude de leurs attributions dans les conseils d'administration des intercommunales, le législateur dérétral outrepassa ses compétences et compromet l'équilibre des principes constitutionnels consacrés aux articles 10 et 11, 19 (liberté d'opinion), 22 (vie privée), 27 (liberté d'association), 41 (autonomie communale) et 162.

*Mémoire en réponse de A. Keutgen et autres*

A.16. Les requérants en intervention n'étant intervenus dans la cause que conformément à l'article 87 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le Gouvernement wallon n'a pas pu prendre position sur la plupart des moyens invoqués. Conformément à l'article 90 de la même loi, la Cour doit donc décider que l'affaire n'est pas encore en état.

*Mémoire en réponse du Gouvernement wallon*

A.17.1. Dans les affaires jointes inscrites sous les numéros 1140, 1141, 1142 et 1143 du rôle, les recours visent exclusivement l'annulation des articles 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 18, § 2, 20, alinéa 3, 28, alinéa 3, et 36, § 2, du décret.

Il en résulte que le « mémoire » introduit par A. Keutgen et autres en application de l'article 87, § 2, est irrecevable, en ce qu'il postule l'annulation de l'ensemble du décret du 5 décembre 1996.

Le mémoire introduit par J.P. Bleus et autres est irrecevable parce que les seules observations que formulent ces parties intervenantes sont étrangères aux moyens invoqués dans les affaires inscrites sous les numéros 1141, 1142 et 1143 du rôle. Elles constituent donc un moyen nouveau. Or, au contentieux de l'annulation, seuls les mémoires visés à l'article 85 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 peuvent invoquer des moyens nouveaux.

A.17.2. Le moyen pris par A. Keutgen et autres de la violation de l'article 162 de la Constitution est irrecevable en tant qu'il constitue un moyen nouveau.

Le moyen pris de la violation de l'article 24 de la Constitution est lui aussi irrecevable en tant que cette disposition constitutionnelle n'est pas répartitrice de compétences, de sorte que la Cour ne peut en assurer le respect.

A.17.3. Quant à la référence faite à l'arrêt n° 65/93 rendu par la Cour, la présente affaire s'en distingue nettement. Dans la première affaire, la Cour avait, comme point de départ de son argumentation, constaté l'existence de deux objectifs contradictoires : rappeler le principe de l'égal accès aux emplois publics, d'une part, et assurer une représentation équilibrée des tendances, d'autre part.

Un autre élément distingue fondamentalement la présente affaire de celle qui a fait l'objet de l'arrêt n° 65/93. La Cour était saisie d'une disposition législative (la loi du 16 juillet 1973) qui limitait les droits au recrutement, la désignation, la nomination et la promotion du personnel statutaire ou contractuel dans les établissements et organismes culturels.

A l'inverse, le présent décret régleme les intercommunales. Par nature, les associations de communes ne sont pas des associations d'élus communaux.

Il en résulte que les requérants et intervenants ne peuvent invoquer un droit à participer aux organes de l'intercommunale, *a fortiori* à ses organes de gestion et de contrôle : jamais le législateur n'a garanti une représentation des communes associées au sein du conseil d'administration de l'intercommunale.

Par identité de motifs, leur droit à la liberté d'expression individuelle est limité au sein des organes de l'intercommunale, *a fortiori* lorsqu'ils sont chargés par l'assemblée générale de participer à des tâches de gestion et de contrôle.

Lorsqu'ils sont désignés à l'assemblée générale, ils doivent en règle répercuter dans cet organe le point de vue exprimé par le conseil communal, comme le prévoit l'article 15 du décret. Cette mesure est parfaitement justifiée.

Lorsqu'ils sont chargés d'une mission de gestion ou de contrôle, ils doivent rendre compte à l'assemblée générale.

Pour le surplus, il n'est pas démontré qu'en lui-même, le système mis en place par l'article 18, § 2, du décret est susceptible de porter atteinte aux droits et libertés des élus communaux. Cette mise en cause serait en tout état de cause minime. En cela aussi, la présente affaire se distingue fondamentalement de la cause jugée dans l'arrêt n° 65/93.

— B —

*Quant à la recevabilité des recours*

*En ce qui concerne les parties requérantes*

B.1.1. Le Gouvernement wallon conteste l'intérêt de l'ensemble des parties requérantes.

B.1.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise.

B.1.3. Les parties requérantes, personnes physiques, sont soit échevins soit conseillers communaux de communes situées en Région wallonne. Elles peuvent être directement et défavorablement affectées dans leur situation par les dispositions attaquées du décret de la Région wallonne du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes qui organisent le mode de désignation des administrateurs et des commissaires des intercommunales et qui limitent le mode d'expression des mandataires communaux à l'assemblée générale des différentes intercommunales dont fait partie leur commune. Elles justifient donc de l'intérêt requis pour agir.

B.1.4. Les parties requérantes, personnes morales, sont soit des communes membres d'intercommunales de la Région wallonne, soit une intercommunale de la Région wallonne. Elles peuvent être directement et défavorablement affectées dans leur situation par les dispositions attaquées qui organisent le mode de représentation de leur commune au sein de l'assemblée générale des intercommunales auxquelles elles sont associées en tant que communes, ou qui les dirigent en tant qu'intercommunale. Elles justifient donc de l'intérêt requis pour agir.

*En ce qui concerne les parties intervenantes*

B.2.1. Le Gouvernement wallon conteste l'intérêt de l'ensemble des parties intervenantes pour les mêmes motifs que ceux qu'il a développés contre les parties requérantes.

B.2.2. Selon l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, ceux qui introduisent un mémoire dans le délai prescrit et qui justifient d'un intérêt sont, de ce fait, réputés parties au litige.

Les différentes parties intervenantes sont toutes des conseillers communaux de communes de la Région wallonne. Pour les motifs rappelés en B.1.3, elles justifient de l'intérêt requis pour intervenir.

*Quant à l'étendue du mémoire en intervention introduit par A. Keutgen et autres*

B.3.1. Le Gouvernement wallon conteste l'étendue du mémoire en intervention introduit par A. Keutgen et autres.

B.3.2. Les recours visent exclusivement l'annulation des articles 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 18, § 2, 20, alinéa 3, 28, alinéa 3, et 36, § 2, du décret du 5 décembre 1996.

Les parties intervenantes postulent l'annulation du décret précité. Une intervention fondée sur l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage ne peut modifier ni étendre le recours initial. L'étendue de l'intervention se limite donc à celle des recours.

*Quant à la recevabilité des « moyens » invoqués par A. Keutgen et autres*

B.4.1. Le Gouvernement wallon conteste la recevabilité des moyens tirés de la violation des articles 27 et 162 de la Constitution et invoqués par A. Keutgen et autres.

B.4.2. Les griefs soulevés par les parties intervenantes tirés de la violation par les articles attaqués du décret des articles 27 et 162 de la Constitution en tant que ces dispositions seraient des articles répartiteurs de compétences sont irrecevables : les moyens ne peuvent être invoqués que dans la requête et dans les mémoires introduits sur la base de l'article 85 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, c'est-à-dire des mémoires émanant de parties auxquelles une notification particulière doit être faite en vertu de la loi.

*Quant au fond*

*En tant que le moyen vise les articles 18, § 2, 20, alinéa 3, et 28, alinéa 3, du décret*

B.5. Les parties requérantes dans les affaires inscrites sous les numéros 1141, 1142 et 1143 du rôle dénoncent une différence de traitement injustifiée entre les communes wallonnes selon que les conseillers communaux ont fait ou n'ont pas fait de déclaration d'apparement vers des listes possédant un numéro d'ordre commun.

Les dispositions attaquées du décret auraient d'abord pour effet que les communes dont les conseillers communaux n'ont pas fait de déclaration d'apparement n'auraient pratiquement aucune possibilité d'entrer en considération lors de la répartition des mandats dans les organes de l'intercommunale. Chaque liste étant considérée séparément lors de la répartition des mandats, les listes possédant un numéro d'ordre commun auraient un poids plus important puisqu'elles regroupent les mandataires de ces listes auxquels s'ajoutent les mandataires ayant fait une déclaration d'apparement.

Le même moyen dénonce encore qu'en prévoyant des règles de composition du conseil d'administration et du collège des commissaires différentes de celles de l'assemblée générale des intercommunales, les dispositions attaquées du décret ne confèreraient pas à toutes les communes les mêmes garanties de représentation au sein du conseil d'administration et produiraient ainsi des rapports de majorité différents au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Enfin, il résulterait des dispositions attaquées une perte de l'autonomie des communes ainsi visées par rapport à celles qui ne sont pas affectées par les dispositions entreprises.

B.6.1. Le régime établi par les dispositions attaquées du décret prévoit que les administrateurs et les commissaires représentant les communes associées au sein des intercommunales wallonnes sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées. Lorsque les conseillers communaux ont été élus sur une liste ne possédant pas un numéro d'ordre commun, il est tenu compte, pour le calcul de la proportionnelle, des éventuelles déclarations d'apparementement vers une liste possédant un numéro commun, déclarations qui sont faites au sein de chaque conseil communal des communes associées. Toutefois, l'apparementement n'est possible que si la liste avec laquelle s'opère l'apparementement ne s'est pas, dans la commune, présentée aux dernières élections communales. Cet apparementement vaut uniformément pour toutes les intercommunales dont la commune est membre.

B.6.2. Le législateur décréto a entendu, par ces mesures, poursuivre deux objectifs, à savoir, d'une part, garantir une meilleure représentation et une meilleure prise de responsabilité de l'ensemble des groupes démocratiques au sein des intercommunales et, d'autre part, maintenir l'efficacité et la transparence dans la gestion de ces intercommunales, notamment par la limitation du nombre de mandats exercés (*Doc.*, Conseil de la Région wallonne, 1995-1996, n° 1, p. 2; *Doc.*, Conseil de la Région wallonne, 1995-1996, n° 27, p. 5; déclarations du Ministre, *Doc. C.R.I.*, 1996-1997, n° 4, pp. 36-37).

B.7.1. La Cour constate qu'afin d'atteindre ces objectifs, le législateur décréto, usant de son pouvoir d'appréciation, a organisé, pour la composition du conseil d'administration, à l'article 18, § 2, du décret entrepris, un système fondé non sur la technique de la représentation majoritaire au sein de l'assemblée générale mais sur la technique de la représentation proportionnelle calculée sur l'ensemble des conseils communaux des communes associées (alinéa 1<sup>er</sup>), corrigée, pour garantir une représentation des listes non traditionnelles, par une technique d'apparementement (alinéa 2).

B.7.2. La Cour constate cependant que le régime établi par les dispositions entreprises du décret n'autorise pas l'apparementement entre les élus de listes qui, dans une même commune, ne possèdent pas un numéro d'ordre commun. Ainsi, deux listes d'« intérêts communaux » dans une même commune qui, par hypothèse, ne possèdent pas de numéro d'ordre commun ne peuvent s'apparementer. Il en résulte qu'à défaut pour les mandataires de ces listes de faire une déclaration d'apparementement vers une liste ayant un numéro d'ordre commun, les listes en question pourront être désavantagées dans leur représentation au sein des conseils d'administration et des collèges des commissaires des intercommunales auxquelles ladite commune est associée.

B.7.3. La Cour constate encore que le régime établi par les dispositions entreprises du décret n'autorise pas davantage l'apparementement entre des listes qui se sont présentées dans des communes différentes et qui ne possèdent pas un numéro d'ordre commun, ces communes étant associées aux mêmes intercommunales.

Il résulte de ceci que les listes minoritaires, mais ayant des numéros d'ordre commun, pourront éventuellement être sur-représentées dans les intercommunales des communes concernées.

B.7.4. La Cour constate enfin que l'apparementement n'est autorisé qu'avec une liste qui possède un numéro d'ordre commun mais qui ne s'est pas présentée aux dernières élections dans la commune où doit se faire l'apparementement.

Il résulte de ceci que si toutes les listes qui possèdent un numéro d'ordre commun se sont présentées aux dernières élections dans la commune, aucun apparementement n'est possible pour les listes qui ne possèdent pas de numéro d'ordre commun. Ces dernières listes seraient-elles même majoritaires, elles seront sous-estimées dans le calcul de la répartition proportionnelle des mandats dans les organes de gestion des intercommunales auxquelles est associée leur commune.

B.8. Il résulte de ce qui précède que le régime ainsi mis en place par l'ensemble des dispositions entreprises du décret aboutit à une sur-représentation, contraire au principe d'égalité, des grands partis nationaux au sein de ces conseils et ce, même s'ils ne sont pas représentés dans les communes concernées.

B.9. L'ensemble des parties requérantes dénonce encore la discrimination qui résulterait du régime établi entre les mandataires communaux selon qu'ils ont été élus ou non sur une liste possédant un numéro d'ordre commun ou selon qu'ils aient ou non fait une déclaration d'apparementement.

B.10. La Cour constate que le régime établi par les dispositions entreprises du décret et décrit sous B.7.1 à B.7.4 traite différemment les mandataires communaux. Les mandataires non élus sur une liste possédant un numéro d'ordre commun peuvent en effet être contraints, s'ils veulent participer efficacement à la désignation des membres du conseil d'administration et du collège des commissaires des intercommunales, de s'associer à une liste possédant un numéro d'ordre commun, dont le choix leur est indirectement imposé par les dispositions attaquées du décret.

Il résulte de ceci une différence de traitement injustifiée dans le décret et à propos de laquelle la Cour n'aperçoit aucun fondement.

B.11. Le moyen est fondé. Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 18, § 2, étant indissolublement liés, il y a lieu de les annuler.

*En tant que le moyen vise l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret*

B.12.1. Les parties requérantes soutiennent que la règle du mandat impératif instaurée par l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, entrepris du décret porterait atteinte à la liberté d'expression garantie par l'article 19 de la Constitution en obligeant tous les délégués de la commune à voter à l'assemblée générale conformément à la décision de leur conseil communal même s'ils avaient défendu une autre conception au conseil communal.

B.12.2. La Cour n'est pas compétente pour connaître de la violation de l'article 19 de la Constitution considéré isolément.

B.13. Le moyen est irrecevable.

*Quant à l'étendue de l'annulation*

B.14. Les parties requérantes demandent l'annulation par voie de conséquence des articles 20, alinéa 3, et 28, alinéa 3, du décret de la Région wallonne relatif aux intercommunales en ce que ces articles renvoient à l'article 18, § 2, entrepris du décret. Elles demandent aussi l'annulation de l'article 36, § 2, du même décret, qui confère au pouvoir judiciaire la faculté de prononcer la dissolution de l'intercommunale qui n'aurait pas modifié ses statuts pour se conformer au décret.

B.15. Les articles 20, alinéa 3, et 28, alinéa 3, du décret entrepris doivent être annulés étant donné qu'ils sont indissolublement liés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 18, § 2, du décret qu'il y a lieu d'annuler.

B.16. Dans la mesure où l'article 36, § 2, entrepris du décret a une portée plus générale que celle d'assurer la conformité des statuts des intercommunales au seul article 18, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, annulé du même décret, l'article 36, § 2, ne peut être annulé qu'en tant qu'il se réfère et est indissolublement lié aux articles 18, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 20, alinéa 3, et 28, alinéa 3.

*Quant au maintien des effets des dispositions annulées*

B.17. Afin de permettre au législateur régional wallon de reconsidérer dans leur ensemble les articles 18, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 20, alinéa 3, et 28, alinéa 3, les effets des dispositions annulées sont maintenus jusqu'au 31 décembre 1998.

Par ces motifs,

la Cour

— annule

. les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du paragraphe 2 de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes;

. les articles 20, alinéa 3, et 28, alinéa 3, du décret susdit;

. l'article 36, § 2, du décret susdit uniquement en tant qu'il se réfère aux articles 18, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 20, alinéa 3, et 28, alinéa 3, du décret;

— maintient les effets qui découlent des articles 18, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 20, alinéa 3, et 28, alinéa 3, annulés du décret jusqu'au 31 décembre 1998;

— rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 10 juin 1998.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

---

**ARBITRAGEHOF**

N. 98 — 1585

[S - C - 98/21245]

**Arrest nr. 66/98 van 10 juni 1998**

Rolnummers 1140, 1141, 1142 en 1143

*In zake* : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales, ingesteld door J. Leclère en anderen, door de gemeente Amel en anderen, door F. Wirtz en door de « Interkommunale für das Sozial- und Gesundheitswesen der Gemeinden Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach und Sankt Vith ».

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

**I. Onderwerp van de beroepen**

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 5 augustus 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 6 augustus 1997, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 18, § 2, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1997), door J. Leclère, wonende te 4557 Fraiture, rue Violette 97, F. Tasiaux, wonende te 5560 Pailhe, rue Thier 15, C. Bouvy, wonende te 4990 Lierneux, gehucht Banneux Jevigne, M. Delvoeye, wonende te 4051 Vaux-sous-Chèvremont, rue Fond des Maçons 50, N. Evrard, wonende te 4052 Beaufays, rue Toussaint Gerkens 32, E. Grégoire, wonende te 4570 Marchin, place de Belle Maison 3, G. Lismonde-Gatin, wonende te 4053 Mehagne, rue Basse Mehagne 21, J.-M. Straetmans, wonende te 4050 Chaudfontaine, route de Beaufays 111, en J. Willemsen-Lhoest, wonende te 4052 Beaufays, avenue Paquay 27.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1140 van de rol van het Hof.

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 5 augustus 1997 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 6 augustus 1997, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van de artikelen 15, § 1, tweede lid (tweede lid, eerste zin, in de Nederlandse vertaling), 18, § 2, 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), 28, derde lid, en 36, § 2, van voormeld decreet, door :

— de gemeente Amel, waarvan de kantoren gevestigd zijn te 4770 Amel, gemeentehuis, de gemeente Büllingen, waarvan de kantoren gevestigd zijn te 4760 Büllingen 240, gemeentehuis, de gemeente Bütgenbach, waarvan de kantoren gevestigd zijn te 4750 Bütgenbach, Weywertz, gemeentehuis, de stad Sankt Vith, waarvan de kantoren gevestigd zijn te 4780 Sankt Vith, stadhuis, en de gemeente Lontzen, waarvan de kantoren gevestigd zijn te 4710 Lontzen, gemeentehuis,

— F. Wirtz, wonende te 4760 Büllingen, Honsfeld 4A, en

— de « Interkommunale für das Sozial- und Gesundheitswesen der Gemeinden Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach und Sankt Vith », waarvan de zetel gevestigd is te 4750 Bütgenbach, Zum Walkerstal 15.

Deze zaken zijn ingeschreven onder de nummers 1141, 1142 en 1143 van de rol van het Hof.

**II. De rechtspleging**

Bij beschikkingen van 6 augustus 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 17 september 1997 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 3 oktober 1997 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking tot samenvoeging.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 oktober 1997.

Memories zijn ingediend door :

— J.-P. Bleus, wonende te 4970 Stavelot, Amermont 15, M. Wetz, wonende te 4970 Francorchamps, rue de Pommard 211, G. Dethier, wonende te 4970 Stavelot, Belle Vue 3, P. Counet, wonende te 4970 Stavelot, route de Coe 32 B, J. Verdin, wonende te 4970 Stavelot, rue de l'Amblève 4, F. Lepoivre, wonende te 1440 Kasteelbrakel, P. Devreux, wonende te 1440 Kasteelbrakel, M. Alen, wonende te 1440 Kasteelbrakel, rue de Tubize 14, S. Lacroix, wonende te 1440 Kasteelbrakel, A. Fauconnier, wonende te 1440 Kasteelbrakel, rue L. Vanshepdael, E. Eembeek, wonende te



1440 Kasteelbrakel, rue Champ Binet 4, G. Lemaire, wonende te 1440 Kasteelbrakel, rue aux Racines 19, I. de Dorlodot, wonende te 1440 Kasteelbrakel, rue des Radoux 21, E. Tordeurs, wonende te 1440 Kasteelbrakel, rue Notre Dame au Bois 4, E. Wuyts, wonende te 1440 Kasteelbrakel, rue E. Schampaert 29, P. Courteille, wonende te 1440 Kasteelbrakel, rue A. Latour 43 D, A. Janssens, wonende te 1440 Kasteelbrakel, rue Mont Olivet 23, en E. Beauclair, wonende te 6280 Gerpennes-Hymiee, rue d'Hanzinne 2 A, bij op 29 oktober 1997 ter post aangetekende brief;

— A. Pépin, wonende te 7387 Honnelles, le Moulin d'Angre 3, bij op 5 november 1997 ter post aangetekende brief;

— A. Keutgen, wonende te 4700 Eupen, Am Bahndamm 42, D. Pankert, wonende te 4700 Eupen, Neustraße 52, R. Pankert, wonende te 4700 Eupen, Stendrich 131, en I. Krott-Schmitz, wonende te 4700 Eupen, Stendrich 212, bij op 5 november 1997 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 20 november 1997 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 11 december 1997 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

— J. Leclère en anderen, bij op 30 december 1997 ter post aangetekende brief;

— de gemeente Amel en anderen, bij op 10 januari 1998 ter post aangetekende brief;

— A. Pépin, bij op 10 januari 1998 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, bij op 12 januari 1998 ter post aangetekende brief;

— A. Keutgen en anderen, bij op 13 januari 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 22 januari 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 5 augustus 1998.

Bij beschikking van 25 maart 1998 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 29 april 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 26 maart 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 29 april 1998 :

— zijn verschenen :

. Mr. Y. Rancelot, advocaat bij de balie te Luik, voor J. Leclère en anderen;

. Mr. G. Zians, eveneens *loco* Mr. A. Haas, advocaten bij de balie te Eupen, voor de gemeente Amel;

. R. Pankert, in eigen persoon;

. Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;

— hebben de rechters-verslaggevers E. Cerexhe en H. Boel verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde partijen gehoord;

— zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

### III. *Onderwerp van de bestreden bepalingen*

De bestreden bepalingen van het decreet van het Waalse Gewest van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales maken voornamelijk deel uit van hoofdstuk III van het decreet, dat de samenstelling, de organisatie, de werking en de bevoegdheden van de organen van de intercommunales regelt.

Artikel 15, § 1, tweede lid (tweede lid, eerste zin, in de Nederlandse vertaling), van het bestreden decreet luidt als volgt :

« Een door de gemeenteraad genomen beslissing wordt meteen door de afgevaardigden van de betrokken gemeente en, in voorkomend geval, van de betrokken provincie aan de algemene vergadering meegedeeld. »

Artikel 18, § 2, van het bestreden decreet bepaalt :

« De bestuurders die de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, de aangesloten provincies vertegenwoordigen, worden overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek benoemd naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, van het geheel van de provincieraden van de aangesloten provincies.

Voor de berekening van deze evenredigheid zal rekening worden gehouden met de statutaire evenwichtscriteria bedoeld in artikel 6, 9°.

Wanneer de gemeenteraadsleden krachtens artikel 22bis van de gemeentekieswet van 4 augustus 1932 verkozen zijn op een lijst zonder gemeenschappelijk volgnummer, wordt bij de berekening van de evenredigheid voor iedere aangesloten gemeente rekening gehouden met de eventuele persoonlijke verklaringen van lijstverbinding met een lijst voorzien van een gemeenschappelijk volgnummer, zoals ze door de gemeenteraad aangetekend zijn. De lijstverbinding met een lijst voorzien van een gemeenschappelijk volgnummer is slechts mogelijk indien deze lijst in de gemeente niet als dusdanig voorgedragen werd bij de gemeenteraadsverkiezingen. Deze lijstverbinding geldt op eenvormige wijze voor alle intercommunales waarbij de gemeente aangesloten is.

Tot de aan de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, de aangesloten provincies voorbehouden ambten van bestuurder kunnen alleen gemeenteraadsleden en, in voorkomend geval, provincieraadsleden worden benoemd.

Deze paragraaf is *mutatis mutandis* van toepassing op de bestuurders die de aangesloten OCMW's vertegenwoordigen. »

Artikel 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), van hetzelfde decreet bepaalt, wat de benoeming van de leden van het college van commissarissen betreft :

« De commissarissen die geen lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, worden overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek en artikel 18, § 2, door de algemene vergadering benoemd naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, van het geheel van de provincieraden van de aangesloten provincies. »

Artikel 28, derde lid, van hetzelfde decreet bepaalt dat het comité van toezicht « bestaat uit vijf leden die overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het kieswetboek en artikel 18, § 2, door de algemene vergadering benoemd worden naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten ».

Artikel 36, § 2, van hetzelfde decreet luidt als volgt :

« Op verzoek van een vennoot of van een belanghebbende derde of van de administratieve overheid die belast is met het toezicht op de intercommunale, kan de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar de zetel van de intercommunale gevestigd is, de ontbinding uitspreken van iedere intercommunale die haar statuten niet binnen de in de vorige paragraaf bepaalde termijn zou hebben gewijzigd. »

IV. *In rechte*

— A —

*Verzoekschrift in de zaak met rolnummer 1140*

A.1. Als schepenen of gemeenteraadsleden van verscheidene gemeenten doen de verzoekers blijken van een functioneel belang : de verdediging van de aan hun ambt gekoppelde prerogatieven om de afgevaardigden aan te wijzen die de gemeente zullen vertegenwoordigen in de algemene vergadering van de intercommunale. Bij ontstentenis van lijstverbinding zal hun stem worden veronachtzaamd in de berekening van de evenredige meerderheid op grond waarvan de afgevaardigden kunnen worden aangewezen.

A.2. Een enig middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door het bestreden artikel 18, § 2, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 december 1996, doordat die bepaling de gemeenteraadsleden die hun stemrecht wensen uit te oefenen voor de aanwijzing van de afgevaardigden van hun gemeente in de algemene vergadering van een intercommunale en die niet werden verkozen op een lijst met een gemeenschappelijk volgnummer, verplicht een verklaring van lijstverbinding af te leggen met een lijst die voorzien is van een gemeenschappelijk volgnummer.

*Verzoekschriften in de zaken met rolnummers 1141, 1142 en 1143*

A.3. De verschillende beroep instellende gemeenten van het Duitse taalgebied zijn alle leden van intercommunales van het Waalse Gewest en worden dus rechtstreeks geraakt door de bestreden bepalingen van het decreet. Hetzelfde geldt voor de verzoeker in de zaak met rolnummer 1142, die lid is van de gemeenteraad van een gemeente van het Waalse Gewest, en voor de intercommunale die verzoekende partij is in de zaak met rolnummer 1143.

A.4.1. Een enig middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22, 27, 41 en 162, 2°, van de Grondwet, alsmede van artikel 11 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en van artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

A.4.2. De artikelen 18, § 2, en 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), en artikel 28, derde lid, van het decreet schenden het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, door te bepalen dat de raad van bestuur, het college van commissarissen en het comité van toezicht op dwingende wijze moeten worden samengesteld. Hieruit volgt een onverantwoord verschil in behandeling tussen de gemeenten waarvan de afgevaardigden geen verklaring van lijstverbinding met een lijst voorzien van een gemeenschappelijk volgnummer hebben afgelegd, die vrijwel geen enkele mogelijkheid hebben om in aanmerking te komen bij de verdeling van de desbetreffende mandaten, en de andere gemeenten. De gemeenten die in de algemene vergadering over eenzelfde aantal afgevaardigden beschikken, worden dus niet identiek behandeld bij de verdeling van de mandaten in de raad van bestuur, het college van commissarissen en het comité van toezicht.

Artikel 18, § 2, tweede lid (derde lid in de Nederlandse vertaling), van het decreet schendt ook, op grond van artikel 11 van de Grondwet, het beginsel van de gemeentelijke autonomie, dat voortvloeit uit de artikelen 41 en 162, 2°, van de Grondwet. Om dezelfde redenen schendt artikel 18, § 2, van het decreet eveneens artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

A.4.3. Artikel 18, § 2, tweede lid (derde lid in de Nederlandse vertaling), van het decreet, doordat het van sommige mandatarissen eist dat zij een verklaring van lijstverbinding afleggen, schendt ook het beginsel van niet-discriminatie, door een onverantwoord verschil in behandeling in te voeren onder de gemeentemandatarissen, naargelang zij al dan niet werden verkozen op een lijst met een gemeenschappelijk volgnummer.

Die bepaling schendt, op grond van artikel 11 van de Grondwet, het recht op vrijheid van meningsuiting (artikel 19 van de Grondwet), het recht op privé-leven (artikel 22 van de Grondwet) en het recht op vrijheid van vereniging (artikel 27 van de Grondwet en artikel 11 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens).

A.4.4. Artikel 15, § 1, tweede lid (tweede lid, eerste zin, in de Nederlandse vertaling), van het decreet schendt, doordat het het beginsel van het imperatief mandaat invoert, het recht op vrijheid van meningsuiting van de afgevaardigden van de verschillende gemeenten in de algemene vergadering.

A.4.5. Gelet op de ongrondwettigheid van de artikelen 15, § 1, tweede lid (tweede lid, eerste zin, in de Nederlandse vertaling), 18, § 2, 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), en 28, derde lid, is de sanctie waarin artikel 36, § 2, van het decreet voorziet, eveneens ongrondwettig.

*Verzoekschrift tot tussenkomst ingediend door A. Pépin*

A.5. Als gemeenteraadslid van een Waalse gemeente die op een lijst « Gemeentebelangen » is verkozen, heeft de tussenkomende partij er belang bij een verzoekschrift tot tussenkomst in te dienen op grond van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

A.6. Artikel 18, § 2, van het bestreden decreet van het Waalse Gewest voert een onverantwoord discriminerend onderscheid in onder de gemeentelijke verkozenen, naargelang zij zich al dan niet met een lijst hebben verbonden, en schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 20, dat aan eenieder het recht waarborgt zich te verenigen, en, bij wege van gevolgtrekking, het recht waarborgt zich niet te verenigen.

*Verzoekschrift tot tussenkomst ingediend door A. Keutgen en anderen*

A.7. De tussenkomende partijen zijn gemeenteraadsleden van de gemeente Eupen en sommigen onder hen zijn eveneens leden van intercommunales. Zij hebben er belang bij tussen te komen op grond van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

A.8.1. Het Waalse decreet moet in zijn geheel worden vernietigd in zoverre het, door de Duitstalige gemeenten van het Waalse Gewest te beogen, artikel 7, tweede lid, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen schendt, dat aan de federale overheid de bevoegdheid voorbehoudt om de organisatie en de uitoefening van het administratief toezicht op de gemeenten van het Duitse taalgebied te regelen.

A.8.2. Het decreet moet ook worden vernietigd omdat het de Duitstalige intercommunales regelt, een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de Duitstalige Gemeenschap behoort.

A.8.3. Subsidiair moet worden opgemerkt dat artikel 15, § 1, tweede lid (tweede lid, eerste zin, in de Nederlandse vertaling), van het bestreden decreet artikel 11 van de Grondwet schendt, want het behelst een verplichting om in een welbepaalde zin te stemmen, wat onverenigbaar is met een democratisch regime.

Artikel 18, § 2, van hetzelfde decreet schendt de door of krachtens de Grondwet vastgestelde regels voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, alsmede artikel 162, laatste lid, van de Grondwet. Het schendt ook de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre de mandatarissen van de lijsten « Gemeentebelangen » niet alleen worden uitgesloten, maar hun zelfs de mogelijkheid wordt ontnomen hun mandaten samen te voegen met het oog op de samenstelling van de raad van bestuur.

De artikelen 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), 28, derde lid, en 36 moeten om dezelfde redenen worden vernietigd.

*Verzoekschrift tot tussenkomst ingediend door J.P. Bleus en anderen*

A.9. Als gemeentemantatarissen van verschillende Waalse gemeenten sluiten de tussenkomende partijen zich aan bij het verzoekschrift dat is ingeschreven onder het rolnummer 1140.

*Memorie van de Waalse Regering*

*Ontvankelijkheid van de verzoekschriften*

A.10.1. De verzoekers in de zaak met rolnummer 1140 hebben er geen belang bij de vernietiging te vorderen van het decreet, vermits geen enkele decreetsbepaling hun recht beperkt om de afgevaardigden aan te wijzen die de gemeente in de algemene vergadering van de intercommunale zullen vertegenwoordigen.

A.10.2. De Waalse steden en gemeenten hebben er geen belang bij de vernietiging te vorderen van een bepaling die erover waakt dat, in de algemene vergadering, de afgevaardigden van de aangesloten gemeenten het standpunt weergeven dat vooraf door de gemeenteraad tot uitdrukking werd gebracht. De steden en gemeenten hebben er geen belang bij te betogen dat een bepaling de vrijheid van meningsuiting van de afgevaardigden van de verschillende gemeenten in de algemene vergadering beperkt. De intercommunale is een vereniging van gemeenten en geen vereniging van gemeentelijke verkozenen. De steden en gemeenten kunnen zich overigens niet in de plaats stellen van de gemeenteraadsleden in de verdediging van hun eigen belangen, noch in de verdediging van de belangen van de lijsten waarop die gemeenteraadsleden werden verkozen.

A.10.3. In de zaak met rolnummer 1142 toont de verzoeker, die optreedt als gemeenteraadslid van de gemeente Büllingen, verkozen op de lijst « E.V.G. », die niet voorzien is van een gemeenschappelijk volgnummer krachtens artikel 22bis van de gemeentekieswet, niet voldoende zijn belang aan om in rechte te treden, in zoverre het feit dat hij niet langer kan worden verkozen als bestuurder van een intercommunale, niet het gevolg is van het decreet. Het is wel het resultaat van zijn eigen keuze (de verzoeker had immers geen verklaring van lijstverbinding afgelegd binnen de voorgeschreven termijn), ofwel van het feit dat hij niet door een in de algemene vergadering vertegenwoordigde lijst werd aangewezen om een mandaat van bestuurder uit te oefenen.

A.10.4. De intercommunale die verzoekende partij is in de zaak met rolnummer 1143, doet niet voldoende blijken van haar belang door het enkele feit aan te voeren dat de bestreden bepalingen van het decreet op haar toepasselijk zijn. Bovendien kan de verzoekende partij zich niet op ontvankelijke wijze in de plaats stellen van de gemeenten of de gemeentemantatarissen in de verdediging van hun eigen belangen. De *actio popularis* kan niet worden toegestaan.

Tot slot wordt een uitdrukkelijk voorbehoud gemaakt met betrekking tot de hoedanigheid en de bekwaamheid van die verzoekende partij om in rechte te treden.

*Ten gronde*

*Ten aanzien van het verzoekschrift in de zaak met rolnummer 1140*

A.11. De verzoekers verwarren de aanwijzing, door de gemeenten, van hun afgevaardigden in de algemene vergadering (waarvoor de verklaring van lijstverbinding niet noodzakelijk is) met de aanwijzing, door de algemene vergadering, van de bestuurders en commissarissen.

Artikel 18, § 2, van het decreet is niet toepasselijk op de algemene vergadering van een intercommunale.

Geen enkele bepaling van het bestreden decreet beperkt het recht van de verzoekers om de afgevaardigden aan te wijzen die de gemeente in de algemene vergadering van de intercommunale zullen vertegenwoordigen.

Artikel 14 van het decreet bepaalt zelfs uitdrukkelijk dat de afgevaardigden van de aangesloten gemeenten in de algemene vergadering, door de gemeenteraad van elke gemeente worden aangewezen onder de raadsleden, de burgemeester en de schepenen van de gemeente, naar evenredigheid van de samenstelling van die raad.

In tegenstelling tot artikel 18, § 2, van het decreet, dat uitdrukkelijk verwijst naar de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek, verleent artikel 14 de gemeenteraad de volledige vrijheid om de berekeningsmethode waaraan hij de voorkeur geeft, aan te wenden om die evenredige vertegenwoordiging van de afvaardiging van de raad in de algemene vergadering te waarborgen. Artikel 14 verbiedt de gemeenteraad dan ook niet om van het stelsel d'Hondt af te wijken en een vertegenwoordiging van iedere politieke fractie te waarborgen.

In tegenstelling tot artikel 18, § 2, van het decreet, dat betrekking heeft op de raad van bestuur, bepaalt artikel 14 overigens niet dat de gemeenteraadsleden die verkozen zijn op lijsten die niet voorzien zijn van een gemeenschappelijk volgnummer krachtens artikel 22bis van de gemeentekieswet, een verklaring van lijstverbinding moeten afleggen naar een lijst die wel voorzien is van een gemeenschappelijk volgnummer. Artikel 14 maakt de stemming in de gemeenteraad voor de aanwijzing van de afgevaardigden in de algemene vergadering van de intercommunale, of zelfs de aanwijzing, door de gemeenteraad, als afgevaardigden in de algemene vergadering niet afhankelijk van een verklaring van lijstverbinding.

In ieder geval is het middel ongegrond.

*Ten aanzien van de verzoekschriften in de zaken met rolnummers 1141, 1142 en 1143*

A.12.1. De verzoekers verwijten artikel 15, § 1, tweede lid (tweede lid, eerste zin, in de Nederlandse vertaling), dat het beginsel van een imperatief mandaat invoert, met schending van het recht op vrijheid van meningsuiting. Vooraf dient te worden opgemerkt dat een middel afgeleid uit de rechtstreekse schending van een andere regel dan die welke zijn vermeld in artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, onontvankelijk is.

Ten gronde moet worden opgemerkt dat de bestreden bepaling, die in overeenstemming is met het gemeen recht van de handelsvennootschappen, de gemeentelijke autonomie in acht neemt en terzelfder tijd een doeltreffend beheer binnen de intercommunales waarborgt. Zij waarborgt eveneens het recht van meningsuiting van de gemeentemantatarissen in de uitoefening van hun ambt.

A.12.2. Wat artikel 18, § 2, van het decreet betreft, is het erin vervatte verschil in behandeling in ruime mate verantwoord. Met betrekking tot de aanwijzing van de afgevaardigden van de gemeenteraden in de algemene vergadering moet immers worden opgemerkt dat de gewestwetgever vertrouwen heeft gesteld in de gemeenteraad, zodat hij tegemoetkomt aan de gemeentelijke autonomie. Daartegenover moet worden gesteld dat de wetgever, met betrekking tot de aanwijzing van de bestuurders door de algemene vergadering, een evenredige vertegenwoordiging heeft willen waarborgen. Het bevoegdheidsgebied van de intercommunale is verschillend van dat van de gemeente. Het was noodzakelijk de verkozenen die over vergelijkbare lijsten zijn verspreid, in aanmerking te kunnen nemen.

Door de evenredige vertegenwoordiging in te voeren in de raad van bestuur van de intercommunale, komt de decreetgever tegemoet aan de doelstelling van democratisering die hij nastreeft: een vertegenwoordiging van de niet-traditionele lijsten diende te worden gewaarborgd en terzelfder tijd diende erover te worden gewaakt dat de doeltreffendheid van de raad van bestuur niet in het gedrang kwam, en zulks met inachtneming van de gemeentelijke autonomie. Voor de berekening van de evenredige vertegenwoordiging binnen de raad van bestuur is dan ook bepaald dat rekening moet worden gehouden met de eventuele individuele verklaringen van lijstverbinding naar een lijst met een gemeenschappelijk volgnummer, zoals zij door de gemeenteraad zijn opgetekend. De gemeentelijke autonomie is gevrijwaard, vermits iedere gemeente haar eigen reglement kan uitwerken met betrekking tot de eventuele verklaringen van lijstverbinding.

Voor het overige zou de argumentatie van de verzoekers ertoe leiden dat de intercommunale wordt omgevormd tot een nieuwe politieke collectiviteit. Indien een mandataris ervoor kiest geen verklaring van lijstverbinding af te leggen, moet hij de verantwoordelijkheid voor zijn keuze opnemen.

A.12.3. Gesteld dat het Hof het middel ontvankelijk verklaart in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 19, 22 en 27 van de Grondwet, dan nog beperkt artikel 18, § 2, tweede lid (derde lid in de Nederlandse vertaling), van het bestreden decreet in geen enkel opzicht de vrijheid van meningsuiting, noch de vrijheid van vereniging van de gemeentemandarissen in de gemeenteraden. De verklaring van lijstverbinding is nuttig om het quotum of het gewicht van iedere politieke lijst te bepalen en beïnvloedt geenszins de keuze van de bestuurders als personen. Bovendien kunnen de leden van de raad van bestuur door de algemene vergadering worden verkozen buiten die vergadering.

A.12.4. Om dezelfde redenen en in zoverre geen onderscheiden grieven worden aangevoerd, moet het middel, in zoverre het is gericht tegen de artikelen 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), 28, derde lid, en 36, § 2, van het decreet, ofwel onontvankelijk, ofwel ongegrond worden bevonden.

*Memorie van antwoord van de verzoekers in de zaak met rolnummer 1140*

A.13. Het is niet de bedoeling het prerogatief te verdedigen om de afgevaardigden aan te wijzen die een gemeente in de algemene vergadering van de intercommunales zullen vertegenwoordigen, maar wel de prerogatieven te verdedigen van de gemeentelijke afgevaardigden in de algemene vergadering om de bestuurders van de intercommunale aan te wijzen. Aangezien het beroep in wezen betrekking heeft op artikel 18, § 2, van het decreet, is het duidelijk dat de verzoekers in hun beroepen de evenredige aanwijzing van de bestuurders beoogden, en niet de aanwijzing van de gemeentelijke afgevaardigden in de algemene vergadering. De onvrijwillige verwarring die in het beroep vervat is, komt voort uit het feit dat de individuele verklaringen van lijstverbinding op het niveau van de gemeenten dienen te worden afgelegd, vermits die verklaringen door de gemeenteraad worden opgetekend (artikel 18, § 2, tweede lid (derde lid in de Nederlandse vertaling)).

Voor het overige moet worden opgemerkt dat de mandataris die weigert zich met een partij te verbinden, geen enkele verantwoordelijkheid opneemt. Hij beperkt zich ertoe te weigeren zich bij een partij aan te sluiten, wat uiteraard zijn volste recht is. Maar dusdoende wordt hem ten onrechte het recht ontnomen de bestuurders van de intercommunale aan te wijzen. Indien geen discriminatie zou bestaan, zou hij net zoals de andere mandatarissen stemrecht hebben om de bestuurders aan te wijzen. Dat recht wordt hem evenwel ontnomen.

*Memorie van antwoord van de verzoekers in de zaken met rolnummers 1141, 1142 en 1143*

A.14. De betwisting van de ontvankelijkheid van het beroep van F. Wirtz is niet gegrond, in zoverre zijn situatie ongunstig wordt beïnvloed door het feit dat, vermits hij heeft geweigerd een verklaring van lijstverbinding af te leggen, het uitgesloten is dat hij in de raad van bestuur van een intercommunale kan worden opgenomen.

Het is tegenstrijdig te betogen dat de vordering van de beroep instellende gemeenten onontvankelijk zou zijn: men kan immers niet terzelfder tijd betogen dat een gemeenteraadslid geen legitiem belang zou hebben bij het beroep en dat de gemeenten geen belang hebben omdat het de gemeentemandarissen zou toekomen de door hen aangevoerde ongrondwettigheid te doen gelden. De gemeenten hebben het recht, net zoals de gemeentemandarissen, argumenten aan te voeren. Hoewel de gemeentemandarissen die in de respectieve intercommunales zitting nemen, moeten worden geacht deel uit te maken van de organen van die instellingen, mag niet uit het oog worden verloren dat die mandatarissen dat ambt precies uitoefenen op grond van het feit dat zij tot de gemeenteraden behoren.

De beroep instellende intercommunale heeft er ook belang bij regels aan te vechten die, ten aanzien van haar samenstelling, geen getrouwe weerspiegeling zijn van de samenstelling van de gemeentelijke lijsten.

*Memorie van antwoord van A. Pépin*

A.15. Vermits het belang niet geldig kan worden betwist van een persoon die tussenkomt in een procedure die betrekking heeft op de uitoefening van het stemrecht, moet in herinnering worden gebracht dat de afdeling wetgeving van de Raad van State in een eerste advies heeft geconcludeerd dat het voorontwerp van decreet dat haar was voorgelegd « fundamenteel diende te worden herzien ».

In zoverre de decreetgever van de gemeentemandarissen verwacht dat zij een verklaring van lijstverbinding afleggen, dit wil zeggen dat zij hun politieke opinie kenbaar maken opdat hun de volheid van bevoegdheid wordt verleend in de raden van bestuur van de intercommunales, gaat hij zijn bevoegdheid te buiten en brengt hij het evenwicht van de in de artikelen 10 en 11, 19 (vrijheid van mening), 22 (privé-leven), 27 (vrijheid van vereniging), 41 (gemeentelijke autonomie) en 162 verankerde grondwettelijke beginselen in het gedrang.

*Memorie van antwoord van A. Keutgen en anderen*

A.16. Vermits de verzoekers tot tussenkomst enkel in de zaak zijn tussengekomen overeenkomstig artikel 87 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, heeft de Waalse Regering geen standpunt kunnen innemen over de meeste aangevoerde middelen. Overeenkomstig artikel 90 van dezelfde wet moet het Hof dan ook beslissen dat de zaak nog niet in gereedheid is.

*Memorie van antwoord van de Waalse Regering*

A.17.1. In de samengevoegde zaken met rolnummers 1140, 1141, 1142 en 1143 beogen de beroepen uitsluitend de vernietiging van de artikelen 15, § 1, tweede lid (tweede lid, eerste zin, in de Nederlandse vertaling), 18, § 2, 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), 28, derde lid, en 36, § 2, van het decreet.

Hieruit volgt dat de « memorie » ingediend door A. Keutgen en anderen met toepassing van artikel 87, § 2, onontvankelijk is, in zoverre erin de vernietiging wordt gevorderd van het geheel van het decreet van 5 december 1996.

De memorie ingediend door J.P. Bleus en anderen is onontvankelijk, omdat de enkele opmerkingen die geformuleerd worden door die tussenkomende partijen vreemd zijn aan de middelen die zijn aangevoerd in de zaken met rolnummers 1141, 1142 en 1143. Zij vormen dan ook een nieuw middel. In het vernietigingscontentieux kunnen echter enkel in de memories bedoeld in artikel 85 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 nieuwe middelen worden aangevoerd.

A.17.2. Het middel dat door A. Keutgen en anderen wordt afgeleid uit de schending van artikel 162 van de Grondwet, is onontvankelijk in zoverre het een nieuw middel vormt.

Het middel dat is afgeleid uit de schending van artikel 24 van de Grondwet is ook onontvankelijk, aangezien, vermits die grondwetsbepaling geen bevoegdheidverdelende bepaling is, het Hof de inachtneming ervan niet kan waarborgen.

A.17.3. Met betrekking tot de verwijzing die wordt gemaakt naar het door het Hof gewezen arrest nr. 65/93, moet worden opgemerkt dat de onderhavige zaak zich duidelijk ervan onderscheidt. In de eerste zaak had het Hof als uitgangspunt van zijn argumentatie het bestaan van twee tegenstrijdige doelstellingen vastgesteld: het in herinnering brengen van het beginsel van de gelijke toegang tot openbare betrekkingen, enerzijds, en het waarborgen van een evenwichtige vertegenwoordiging van de strekkingen, anderzijds.

Een ander element onderscheidt deze zaak fundamenteel van die welke in het arrest nr. 65/93 is behandeld. Voor het Hof was een wetsbepaling in het geding (de wet van 16 juli 1973) die het recht op aanwerving, aanwijzing, benoeming en bevordering van het statutair of contractueel personeel in de culturele inrichtingen en organen beperkte.

Het thans ter toetsing voorgelegde decreet regelt daarentegen de intercommunales. Door hun aard zelf zijn de verenigingen van gemeenten geen verenigingen van gemeentelijke verkozenen.

Hieruit volgt dat de verzoekers en de tussenkommende partijen geen recht kunnen aanvoeren om deel te nemen aan de organen van de intercommunale, en *a fortiori* aan de organen van beheer en toezicht ervan: nooit heeft de wetgever een vertegenwoordiging van de aangesloten gemeenten in de raad van bestuur van de intercommunale gewaarborgd.

Om dezelfde redenen is hun individueel recht op vrijheid van meningsuiting in de organen van de intercommunale beperkt, *a fortiori* wanneer zij door de algemene vergadering ermee zijn belast deel te nemen aan de taken van beheer en toezicht.

Wanneer zij als lid van de algemene vergadering zijn aangewezen, moeten zij in de regel in dat orgaan het standpunt weergeven dat door de gemeenteraad tot uitdrukking is gebracht, zoals artikel 15 van het decreet bepaalt. Die maatregel is perfect verantwoord.

Wanneer zij zijn belast met een opdracht van beheer of toezicht, moeten zij verantwoording afleggen aan de algemene vergadering.

Voor het overige is niet aangetoond dat, op zichzelf, het stelsel ingevoerd bij artikel 18, § 2, van het decreet de rechten en vrijheden van de gemeentelijke verkozenen kan aantasten. Die aantasting zou hoe dan ook minimaal zijn. Ook in dat opzicht is deze zaak fundamenteel onderscheiden van de zaak die in het arrest nr. 65/93 is beslecht.

— B —

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen*

*Wat de verzoekende partijen betreft*

B.1.1. De Waalse Regering betwist het belang van alle verzoekende partijen.

B.1.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.1.3. De verzoekende partijen die natuurlijke personen zijn, zijn ofwel schepenen, ofwel gemeenteraadsleden van in het Waalse Gewest gelegen gemeenten. Zij kunnen in hun situatie rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door de bestreden bepalingen van het decreet van het Waalse Gewest van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales die de wijze van aanwijzing van de bestuurders en commissarissen van de intercommunales organiseren en die de wijze van optreden van de gemeentemantatarissen in de algemene vergadering van de verschillende intercommunales waarvan hun gemeente deel uitmaakt beperken. Zij doen bijgevolg blijken van het vereiste belang om in rechte te treden.

B.1.4. De verzoekende partijen die rechtspersonen zijn, zijn ofwel gemeenten die lid zijn van intercommunales van het Waalse Gewest, ofwel een intercommunale van het Waalse Gewest. Zij kunnen in hun situatie rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door de bestreden bepalingen die de wijze regelen waarop hun gemeente wordt vertegenwoordigd in de algemene vergadering van de intercommunales waarbij zij als gemeenten zijn aangesloten of die hen als intercommunale besturen. Zij doen derhalve blijken van het vereiste belang om in rechte te treden.

*Wat de tussenkommende partijen betreft*

B.2.1. De Waalse Regering betwist het belang van het geheel van de tussenkommende partijen om dezelfde redenen als die welke zij tegen de verzoekende partijen heeft aangevoerd.

B.2.2. Volgens artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof worden diegenen die een memorie indienen binnen de voorgeschreven termijn en die doen blijken van een belang, daardoor geacht partijen te zijn in het geding.

De verschillende tussenkommende partijen zijn allen gemeenteraadsleden van gemeenten van het Waalse Gewest. Om de redenen die in overweging B.1.3 in herinnering zijn gebracht, doen zij blijken van het vereiste belang om tussen te komen.

*Ten aanzien van de omvang van de memorie van tussenkomst ingediend door A. Keutgen en anderen*

B.3.1. De Waalse Regering betwist de omvang van de memorie van tussenkomst ingediend door A. Keutgen en anderen.

B.3.2. De beroepen beogen uitsluitend de vernietiging van de artikelen 15, § 1, tweede lid (tweede lid, eerste zin, in de Nederlandse vertaling), 18, § 2, 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), 28, derde lid, en 36, § 2, van het decreet van 5 december 1996.

De tussenkommende partijen vorderen de vernietiging van het geheel van het voormelde decreet. Een tussenkomst op grond van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof mag het oorspronkelijke beroep niet wijzigen, noch uitbreiden. De omvang van de tussenkomst is dus beperkt tot die van de beroepen.

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de « middelen » aangevoerd door A. Keutgen en anderen*

B.4.1. De Waalse Regering betwist de ontvankelijkheid van de middelen die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 27 en 162 van de Grondwet en die zijn aangevoerd door A. Keutgen en anderen.

B.4.2. De grieven die door de tussenkomen partijen zijn opgeworpen en die zijn afgeleid uit de schending, door de bestreden artikelen van het decreet, van de artikelen 27 en 162 van de Grondwet, in zoverre die bepalingen bevoegdheidverdelende artikelen zouden zijn, zijn niet ontvankelijk : enkel in het verzoekschrift en in de op basis van artikel 85 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof ingediende memories - dat zijn de memories van partijen aan wie de wet een bijzondere kennisgeving voorschrijft - kunnen middelen worden aangevoerd.

*Ten gronde*

*In zoverre het middel de artikelen 18, § 2, 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), en 28, derde lid, van het decreet beoogt*

B.5. De verzoekende partijen in de zaken met rolnummers 1141, 1142 en 1143 klagen een onverantwoord verschil in behandeling aan onder de Waalse gemeenten, naargelang de gemeenteraadsleden al dan niet een verklaring van lijstverbinding hebben afgelegd naar lijsten met een gemeenschappelijk volgnummer.

De bestreden bepalingen van het decreet zouden allereerst tot gevolg hebben dat de gemeenten waarvan de gemeenteraadsleden geen verklaring van lijstverbinding hebben afgelegd, vrijwel over geen enkele mogelijkheid zouden beschikken om in aanmerking te komen bij de verdeling van de mandaten in de organen van de intercommunale. Vermits bij de verdeling van de mandaten iedere lijst afzonderlijk wordt beschouwd, zouden de lijsten met een gemeenschappelijk volgnummer een belangrijker gewicht hebben, aangezien zij de mandatarissen van die lijsten groeperen, bij wie de mandatarissen worden gevoegd die een verklaring van lijstverbinding hebben afgelegd.

In hetzelfde middel wordt voorts aangeklaagd dat de bestreden bepalingen van het decreet, doordat zij voor de samenstelling van de raad van bestuur en het college van commissarissen voorzien in regels die verschillen van die van de algemene vergadering van de intercommunales, niet aan alle gemeenten dezelfde waarborgen van vertegenwoordiging in de raad van bestuur zouden verlenen en aldus aanleiding zouden geven tot verschillende meerderheidsverhoudingen in de algemene vergadering en de raad van bestuur.

Tot slot zouden de aldus beoogde gemeenten ten gevolge van de bestreden bepalingen inboeten aan autonomie, ten opzichte van die welke niet door de bestreden bepalingen worden geraakt.

B.6.1. De regeling die bij de bestreden bepalingen van het decreet is ingesteld, voorziet erin dat de bestuurders en de commissarissen die de aangesloten gemeenten in de Waalse intercommunales vertegenwoordigen, worden aangewezen naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten. Wanneer de gemeenteraadsleden werden verkozen op een lijst die niet over een gemeenschappelijk volgnummer beschikt, wordt voor de berekening van de evenredige vertegenwoordiging rekening gehouden met de eventuele verklaringen van lijstverbinding naar een lijst met een gemeenschappelijk volgnummer, verklaringen die worden afgelegd in elke gemeenteraad van de aangesloten gemeenten. De lijstverbinding is evenwel enkel mogelijk indien de lijst waarmee de lijstverbinding gebeurt, bij de laatste gemeenteraadsverkiezingen niet is opgekomen in de gemeente. Die lijstverbinding geldt op eenvormige wijze voor alle intercommunales waarvan de gemeente lid is.

B.6.2. De decreetgever heeft met die maatregelen twee doelstellingen willen nastreven, namelijk een betere vertegenwoordiging en meer verantwoordelijkheidszin van het geheel van de democratische fracties binnen de intercommunales waarborgen, enerzijds, en de doeltreffendheid en de transparantie van het beheer van die intercommunales behouden, met name door de beperking van het aantal uitgeoefende mandaten, anderzijds (*Gedr. St., Waalse Gewestraad, 1995-1996, nr. 1, p. 2; Gedr. St., Waalse Gewestraad, 1995-1996, nr. 27, p. 5; verklaringen van de Minister, Gedr. St. C.R.L., 1996-1997, nr. 4, pp. 36-37*).

B.7.1. Het Hof stelt vast dat de decreetgever, teneinde die doelstellingen te bereiken, gebruikmakend van zijn beoordelingsbevoegdheid, in artikel 18, § 2, van het bestreden decreet voor de samenstelling van de raad van bestuur een systeem heeft georganiseerd dat gebaseerd is, niet op de techniek van de meerderheidsvertegenwoordiging binnen de algemene vergadering, maar op de techniek van de proportionele vertegenwoordiging berekend op het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten (eerste lid (eerste en tweede lid in de Nederlandse vertaling)), gecorrigeerd, om een vertegenwoordiging van niet-traditionele lijsten te waarborgen, door een techniek van lijstverbinding (tweede lid (derde lid in de Nederlandse vertaling)).

B.7.2. Het Hof stelt evenwel vast dat de regeling die door de bestreden bepalingen van het decreet is ingevoerd, niet de lijstverbinding toestaat tussen de verkozenen van lijsten die, binnen eenzelfde gemeente, geen gemeenschappelijk volgnummer hebben. Zo kunnen twee lijsten « Gemeentebelangen » binnen eenzelfde gemeente, die per definitie geen gemeenschappelijk volgnummer hebben, zich niet met elkaar verbinden. Hieruit volgt dat, wanneer de mandatarissen van die lijsten geen verklaring van lijstverbinding naar een lijst met een gemeenschappelijk nummer afleggen, de desbetreffende lijsten benadeeld kunnen zijn in hun vertegenwoordiging in de raden van bestuur en de colleges van commissarissen van de intercommunales waarbij de voormelde gemeente is aangesloten.

B.7.3. Het Hof stelt voorts vast dat de regeling die door de bestreden bepalingen van het decreet is ingevoerd, evenmin de lijstverbinding toestaat tussen lijsten die in verschillende gemeenten zijn opgekomen en geen gemeenschappelijk volgnummer hebben, hoewel die gemeenten bij dezelfde intercommunales zijn aangesloten.

Hieruit volgt dat minderheidslijsten die over gemeenschappelijke volgnummers beschikken, eventueel oververtegenwoordigd kunnen zijn in de intercommunales van de betrokken gemeenten.

B.7.4. Het Hof stelt tot slot vast dat de lijstverbinding enkel is toegestaan met een lijst die over een gemeenschappelijk volgnummer beschikt maar die niet is opgekomen bij de laatste verkiezingen in de gemeente waarin de lijstverbinding moet gebeuren.

Hieruit volgt dat als alle lijsten die een gemeenschappelijk volgnummer hebben, in de gemeente zijn opgekomen bij de laatste verkiezingen, geen enkele lijstverbinding mogelijk is voor de lijsten die niet over een gemeenschappelijk volgnummer beschikken. Zelfs als laatstgenoemde lijsten een meerderheid zouden vormen, zullen zij ondergewaardeerd worden bij de berekening van de evenredige verdeling van de mandaten in de organen van bestuur van de intercommunales waarbij hun gemeente is aangesloten.

B.8. Uit hetgeen voorafgaat volgt dat de regeling die aldus is ingevoerd door het geheel van de bestreden bepalingen van het decreet leidt tot een met het gelijkheidsbeginsel strijdige oververtegenwoordiging van de grote nationale partijen in die raden, en dit zelfs als zij niet in de betrokken gemeenten zijn vertegenwoordigd.

B.9. Het geheel van de verzoekende partijen klaagt voorts de discriminatie aan die de ingevoerde regeling zou veroorzaken onder de gemeentemandatarissen, naargelang zij al dan niet werden verkozen op een lijst met een gemeenschappelijk volgnummer of naargelang zij al dan niet een verklaring van lijstverbinding hebben afgelegd.

B.10. Het Hof stelt vast dat de regeling die door de bestreden bepalingen van het decreet is ingevoerd en in B.7.1 tot B.7.4 is beschreven, de gemeentemandatarissen verschillend behandelt. De mandatarissen die niet werden verkozen op een lijst met een gemeenschappelijk volgnummer kunnen zich immers genoodzaakt zien, indien zij op doeltreffende

wijze willen deelnemen aan de aanwijzing van de leden van de raad van bestuur en van het college van commissarissen van de intercommunales, zich te verbinden met een lijst die over een gemeenschappelijk volgnummer beschikt, welke keuze hun onrechtstreeks wordt opgelegd door de bestreden bepalingen van het decreet.

Hieruit vloeit een onverantwoord verschil in behandeling voort dat in het decreet is vervat en waarvoor het Hof geen enkele grondslag ziet.

B.11. Het middel is gegrond. Aangezien het eerste en het tweede lid (eerste, tweede en derde lid in de Nederlandse vertaling) van artikel 18, § 2, onlosmakelijk verbonden zijn, dienen zij te worden vernietigd.

*In zoverre het middel artikel 15, § 1, tweede lid (tweede lid, eerste zin, in de Nederlandse vertaling), van het decreet beoogt*

B.12.1. De verzoekende partijen betogen dat de regel van het imperatief mandaat die wordt ingesteld door artikel 15, § 1, tweede lid (tweede lid, eerste zin, in de Nederlandse vertaling), van het bestreden decreet afbreuk zou doen aan de vrijheid van meningsuiting die gewaarborgd wordt door artikel 19 van de Grondwet, door alle afgevaardigden van de gemeente te verplichten hun stem op de algemene vergadering uit te brengen overeenkomstig de beslissing van hun gemeenteraad, zelfs wanneer zij een andere opvatting hadden verdedigd in de gemeenteraad.

B.12.2. Het Hof is niet bevoegd om kennis te nemen van de schending van artikel 19 van de Grondwet, afzonderlijk beschouwd.

B.13. Het middel is niet-ontvankelijk.

*Ten aanzien van de omvang van de vernietiging*

B.14. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging, bij wege van gevolgtrekking, van de artikelen 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), en 28, derde lid, van het decreet van het Waalse Gewest betreffende de intercommunales, doordat die artikelen verwijzen naar het bestreden artikel 18, § 2, van het decreet. Zij vorderen ook de vernietiging van artikel 36, § 2, van hetzelfde decreet, dat aan de rechterlijke macht de bevoegdheid toekent om over te gaan tot de ontbinding van de intercommunale die haar statuten niet zou hebben gewijzigd om zich aan het decreet te conformeren.

B.15. De bestreden artikelen 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), en 28, derde lid, van het decreet moeten worden vernietigd, vermits zij onlosmakelijk samenhangen met het eerste en tweede lid (eerste, tweede en derde lid in de Nederlandse vertaling) van artikel 18, § 2, van het decreet, die dienen te worden vernietigd.

B.16. In zoverre het bestreden artikel 36, § 2, van het decreet een algemenere draagwijdte heeft dan die welke erin bestaat de overeenstemming van de statuten van de intercommunales met het enkele vernietigde artikel 18, § 2, eerste en tweede lid (eerste, tweede en derde lid in de Nederlandse vertaling), van hetzelfde decreet te waarborgen, kan artikel 36, § 2, enkel worden vernietigd in zoverre het naar de vernietigde artikelen 18, § 2, eerste en tweede lid (eerste, tweede en derde lid in de Nederlandse vertaling), 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), en 28, derde lid, verwijst en onlosmakelijk ermee is verbonden.

*Wat de handhaving van de gevolgen van de vernietigde bepalingen betreft*

B.17. Om de Waalse gewestwetgever de mogelijkheid te verschaffen de artikelen 18, § 2, eerste en tweede lid (eerste, tweede en derde lid in de Nederlandse vertaling), 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), en 28, derde lid, als geheel te heroverwegen, worden de gevolgen van de vernietigde bepalingen gehandhaafd tot 31 december 1998.

Om die redenen,

het Hof

— vernietigt

. artikel 18, § 2, eerste en tweede lid (eerste, tweede en derde lid in de Nederlandse vertaling), van het decreet van het Waalse Gewest van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales;

. de artikelen 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), en 28, derde lid, van het voormelde decreet;

. artikel 36, § 2, van het voormelde decreet, enkel in zoverre het verwijst naar de artikelen 18, § 2, eerste en tweede lid (eerste, tweede en derde lid in de Nederlandse vertaling), 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), en 28, derde lid, van het decreet;

— handhaaft, tot 31 december 1998, de gevolgen die voortvloeien uit de vernietigde artikelen 18, § 2, eerste en tweede lid (eerste, tweede en derde lid in de Nederlandse vertaling), 20, derde lid (tweede lid in de Nederlandse vertaling), en 28, derde lid, van het decreet;

— verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 10 juni 1998.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

#### SCHIEDSHOF

D. 98 — 1585

[S - C - 98/21245]

#### Urteil Nr. 66/98 vom 10. Juni 1998

Geschäftsverzeichnisnummern 1140, 1141, 1142 und 1143

*In Sachen:* Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen, erhoben von J. Leclère und anderen, von der Gemeinde Amel und anderen, von F. Wirtz und von der Interkommunale für das Sozial- und Gesundheitswesen der Gemeinden Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach und Sankt Vith.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, G. De Baets, E. Cerehe, A. Arts und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klagen

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 5. August 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 6. August 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 18 § 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. Februar 1997): J. Leclère, wohnhaft in 4557 Fraiture, rue Violette 97, F. Tasiaux, wohnhaft in 5560 Pailhe, rue Thier 15, C. Bouvy, wohnhaft in 4990 Lierneux, Weiler Banneux Jevigne, M. Delvoye, wohnhaft in 4051 Vaux-sous-Chèvremont, rue Fond des Maçons 50, N. Evrard, wohnhaft in 4052 Beaufays, rue Toussaint Gerkens 32, E. Grégoire, wohnhaft in 4570 Marchin, place de Belle Maison 3, G. Lismonde-Gatin, wohnhaft in 4053 Mehagne, rue Basse Mehagne 21, J.-M. Straetmans, wohnhaft in 4050 Chaudfontaine, route de Beaufays 111, und J. Willemsen-Lhoest, wohnhaft in 4052 Beaufays, avenue Paquay 27.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1140 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 5. August 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 6. August 1997 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 15 § 1 Absatz 2, 18 § 2, 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung), 28 Absatz 3 und 36 § 2 des vorgenannten Dekrets:

— die Gemeinde Amel, mit Sitz in 4770 Amel, Gemeindehaus, die Gemeinde Büllingen, mit Sitz in 4760 Büllingen 240, Gemeindehaus, die Gemeinde Bütgenbach, mit Sitz in 4750 Bütgenbach, Weywertz, Gemeindehaus, die Stadt Sankt Vith, mit Sitz in 4780 Sankt Vith, Rathaus, und die Gemeinde Lontzen, mit Sitz in 4710 Lontzen, Gemeindehaus,

— F. Wirtz, wohnhaft in 4760 Büllingen, Honsfeld 4A, und

— die Interkommunale für das Sozial- und Gesundheitswesen der Gemeinden Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach und Sankt Vith, mit Sitz in 4750 Bütgenbach, Zum Walkerstal 15.

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 1141, 1142 und 1143 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

#### II. Verfahren

Durch Anordnungen vom 6. August 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 17. September 1997 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 3. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; mit denselben Briefen wurde die Verbindungsanordnung notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. Oktober 1997.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— J.-P. Bleus, wohnhaft in 4970 Stavelot, Amermont 15, M. Wetz, wohnhaft in 4970 Francorchamps, rue de Pommard 211, G. Dethier, wohnhaft in 4970 Stavelot, Belle Vue 3, P. Counet, wohnhaft in 4970 Stavelot, route de Coe 32 B, J. Verdin, wohnhaft in 4970 Stavelot, rue de l'Amblève 4, F. Lepoivre, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, P. Devreux, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, M. Alen, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue de Tubize 14, S. Lacroix, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, A. Fauconnier, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue L. Vanshepdael, E. Eembeek, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue Champ Binet 4, G. Lemaire, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue aux Racines 19, I. de Dorlodot, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue des Radoux 21, E. Tordeurs, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue Notre Dame au Bois 4, E. Wuyts, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue E. Schampaert 29, P. Courteille, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue A. Latour 43 D, A. Janssens, wohnhaft in 1440 Braine-le-Château, rue Mont Olivet 23, und E. Beauclaire, wohnhaft in 6280 Gerpinnes-Hymiee, rue d'Hanzinne 2 A, mit am 29. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— A. Pépin, wohnhaft in 7387 Honnelles, le Moulin d'Angre 3, mit am 5. November 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— A. Keutgen, wohnhaft in 4700 Eupen, Am Bahndamm 42, D. Pankert, wohnhaft in 4700 Eupen, Neustraße 52, R. Pankert, wohnhaft in 4700 Eupen, Stendrich 131, und I. Krott-Schmitz, wohnhaft in 4700 Eupen, Stendrich 212, mit am 5. November 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 20. November 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 11. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— J. Leclère und anderen, mit am 30. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Gemeinde Amel und anderen, mit am 10. Januar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— A. Pépin, mit am 10. Januar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Wallonischen Regierung, mit am 12. Januar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— A. Keutgen und anderen, mit am 13. Januar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 22. Januar 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 5. August 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 25. März 1998 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 29. April 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwältinnen mit am 26. März 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 29. April 1998

— erschienen

. RA Y. Rancelot, in Lüttich zugelassen, für J. Leclère und andere,

. RA G. Zians, ebenfalls *loco* RA in A. Haas, in Eupen zugelassen, für die Gemeinde Amel,

. R. Pankert, persönlich,

. RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,

— haben die referierenden Richter E. Cerexhe und H. Boel Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Parteien angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.



### III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen

Die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen gehören hauptsächlich zu Kapitel III des Dekrets, das die Zusammensetzung, die Organisation, die Arbeitsweise und die Zuständigkeiten der Organe der Interkommunalen regelt.

Artikel 15 § 1 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets lautet folgendermaßen:

« Sobald der Rat, dem sie angehören, einen Beschluß gefaßt hat, berichten die Vertreter jeder Gemeinde und gegebenenfalls jeder Provinz ihn unverändert vor der Generalversammlung. »

Artikel 18 § 2 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes:

« Die die angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls angeschlossenen Provinzen vertretenden Verwalter werden jeweils im Verhältnis zur Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls allen Provinzialräten der angeschlossenen Provinzen gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches ernannt. Für die Festsetzung dieses Verhältnisses werden die in den Statuten festgelegten Wägungskriterien im Sinne von Artikel 6 9° berücksichtigt.

Wenn die Gemeinderatsmitglieder auf einer Liste ohne gemeinsame Ordnungsnummer aufgrund des Artikels 22bis des Gemeindewahlgesetzes vom 4. August 1932 gewählt worden sind, werden eventuelle, individuelle Verbindungserklärungen zu einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer, so wie sie durch den Gemeinderat festgelegt worden sind, für die Festsetzung des Verhältnisses für jede angeschlossene Gemeinde berücksichtigt.

Die Verbindung zu einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer ist nur dann möglich, wenn diese Liste als solche bei den Gemeindewahlen in dieser Gemeinde nicht vorgestellt worden ist. Diese Listenverbindung findet auf alle Interkommunalen, deren Gemeinde Mitglied ist, gleichmäßige Anwendung.

In die für die angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls Provinzen vorbehaltenen Verwaltungsämter dürfen nur Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialratsmitglieder ernannt werden.

Der vorliegende Absatz findet auf die die angeschlossenen ÖSHZ vertretenden Verwalter *mutatis mutandis* Anwendung. »

Artikel 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung) desselben Dekrets bestimmt, was die Ernennung der Mitglieder des Kollegiums der Kommissare betrifft, folgendes:

« Die Kommissare, die nicht Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren sind, werden von der Generalversammlung jeweils im Verhältnis zur Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls zur Gesamtheit der Provinzialräte der angeschlossenen Provinzen gemäß Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches und Artikel 18 § 2 ernannt. »

Artikel 28 Absatz 3 desselben Dekrets bestimmt, daß der Aufsichtsausschuß « fünf durch die Generalversammlung im Verhältnis zur Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches und Artikel 18 § 2 ernannte Mitglieder » umfaßt.

Artikel 36 § 2 desselben Dekrets lautet folgendermaßen:

« Auf den Antrag eines Gesellschafters, eines betroffenen Dritten oder der Verwaltungsbehörde, in deren Zuständigkeit die Kontrolle der Interkommunale fällt, kann das Gericht erster Instanz, das für das Gebiet zuständig ist, in dem die Interkommunale ihren Sitz hat, die Auflösung jeglicher Interkommunale verkünden, die ihre Statuten in der im obigen Absatz festgelegten Frist nicht abgeändert hätte. »

### IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

#### Klageschrift in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1140

A.1. Als Schöffen oder Gemeinderatsmitglieder verschiedener Gemeinden würden die Kläger ein funktionales Interesse aufweisen: die Verteidigung der mit ihrem Amt verbundenen Vorrechte zur Bestimmung der Vertreter, die die Gemeinde in der Generalversammlung der Interkommunale repräsentieren würden. In Ermangelung einer Listenverbindung werde ihre Stimme bei der Berechnung der proportionalen Mehrheit, auf deren Grundlage die Vertreter bestimmt werden könnten, nicht berücksichtigt werden.

A.2. Ein einziger Klagegrund geht von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung durch den angefochtenen Artikel 18 § 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Dezember 1996 aus, indem diese Bestimmung die Gemeinderatsmitglieder, die ihr Stimmrecht zur Bestimmung der Vertreter ihrer Gemeinde in der Generalversammlung einer Interkommunale ausüben möchten und nicht auf einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer gewählt worden sind, dazu verpflichtet würde, eine Verbindungserklärung zu einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer abzugeben.

#### Klageschriften in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1141, 1142 und 1143

A.3. Die verschiedenen klagenden Gemeinden des deutschen Sprachgebietes seien alle Mitglieder von Interkommunalen der Wallonischen Region und seien somit unmittelbar durch die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets betroffen. Dies gelte auch für den Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1142, der Mitglied des Gemeinderates einer Gemeinde der Wallonischen Region sei, und für die klagende Interkommunale in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1143.

A.4.1. Ein einziger Klagegrund beruht auf einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22, 27, 41 und 162 Nr. 2 der Verfassung sowie gegen Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

A.4.2. Die Artikel 18 § 2 und 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung) und Artikel 28 Absatz 3 des Dekrets würden gegen den Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsatz verstoßen, indem sie bestimmen würden, daß der Verwaltungsrat, das Kollegium der Kommissare und der Aufsichtsausschuß zwingendermaßen besetzt werden müßten. Daraus ergebe sich ein ungerechtfertigter Behandlungsunterschied zwischen den Gemeinden, deren Vertreter keine Verbindungserklärung mit einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer abgegeben hätten, die kaum noch Chancen hätten, bei der Besetzung der entsprechenden Mandate berücksichtigt zu werden, und den anderen Gemeinden. Gemeinden, die in der Generalversammlung über eine gleiche Anzahl Vertreter verfügen würden, würden bei der Verteilung der Mandate im Verwaltungsrat, im Kollegium der Kommissare und im Aufsichtsausschuß also identisch behandelt.

Artikel 18 § 2 Absatz 2 (Absätze 2 und 3 in der deutschen Übersetzung) des Dekrets verstoße auch, aufgrund von Artikel 11 der Verfassung, gegen den Grundsatz der Gemeindeautonomie, der sich aus den Artikeln 41 und 162 Nr. 2 der Verfassung ergebe. Aus denselben Gründen verstoße Artikel 18 § 2 des Dekrets ebenfalls gegen Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

A.4.3. Artikel 18 § 2 Absatz 2 (Absätze 2 und 3 in der deutschen Übersetzung) des Dekrets verstoße dadurch, daß er von bestimmten Mandatsträgern verlange, daß sie eine Verbindungserklärung abgeben würden, auch gegen den Grundsatz der Nichtdiskriminierung, indem ein ungerechtfertigter Behandlungsunterschied unter den Gemeindemandataren eingeführt werde, je nachdem, ob sie auf einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer gewählt worden seien oder nicht.

Diese Bestimmung verstoße, aufgrund von Artikel 11 der Verfassung, gegen das Recht auf Meinungsfreiheit (Artikel 19 der Verfassung), das Recht auf Privatleben (Artikel 22 der Verfassung) und das Recht auf Vereinigungsfreiheit (Artikel 27 der Verfassung und Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention).

A.4.4. Artikel 15 § 1 Absatz 2 des Dekrets verstoße dadurch, daß er den Grundsatz eines imperativen Mandats einführe, gegen das Recht auf Meinungsfreiheit der Vertreter der verschiedenen Gemeinden in der Generalversammlung.

A.4.5. In Anbetracht der Verfassungswidrigkeit der Artikel 15 § 1 Absatz 2, 18 § 2, 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung) und 28 Absatz 3 sei die in Artikel 36 § 2 des Dekrets vorgesehene Sanktion ebenfalls verfassungswidrig.

*Interventionsantrag von A. Pépin*

A.5. Als Gemeinderatsmitglied einer wallonischen Gemeinde, das auf einer Gemeindeinteressenliste gewählt worden sei, habe die intervenierende Partei ein Interesse daran, einen Interventionsantrag aufgrund von Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 einzureichen.

A.6. Artikel 18 § 2 des angefochtenen Dekrets der Wallonischen Region schaffe eine ungerechtfertigte Diskriminierung unter den auf kommunaler Ebene Gewählten, je nachdem, ob sie sich mit einer Liste verbunden hätten oder nicht, und verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 20, der einem jeden das Recht garantiere, sich zu vereinigen, und demzufolge das Recht, sich nicht zu vereinigen.

*Interventionsantrag von A. Keutgen und anderen*

A.7. Die intervenierenden Parteien seien Gemeinderatsmitglieder der Gemeinde Eupen und einige von ihnen seien ebenfalls Mitglieder von Interkommunalen. Sie hätten ein Interesse daran, dem Verfahren aufgrund von Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 beizutreten.

A.8.1. Das wallonische Dekret sei insgesamt für nichtig zu erklären, insofern es dadurch, daß es sich auf die deutschsprachigen Gemeinden der Wallonischen Region beziehe, gegen Artikel 7 Absatz 2 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen verstoße, der der Föderalbehörde die Zuständigkeit vorbehalte, die Organisation und die Ausübung der Verwaltungsaufsicht über die Gemeinden des deutschen Sprachgebietes zu regeln.

A.8.2. Das Dekret sei auch deshalb für nichtig zu erklären, weil es die deutschsprachigen Interkommunalen regele - eine Angelegenheit, die zum Zuständigkeitsbereich der Deutschsprachigen Gemeinschaft gehöre.

A.8.3. Hilfsweise sei darauf hinzuweisen, daß Artikel 15 § 1 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets gegen Artikel 11 der Verfassung verstoße, weil er eine Abstimmungsverpflichtung beinhalte, was mit einem demokratischen Regime unvereinbar sei.

Artikel 18 § 2 desselben Dekrets verletze die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften sowie Artikel 162 letzter Absatz der Verfassung. Er verstoße auch gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern die Mandatsträger aus Gemeindeinteressenlisten nicht nur ausgeschlossen würden, sondern ihnen auch nicht die Möglichkeit eingeräumt werde, ihre Mandate für die Besetzung des Verwaltungsrates zu bündeln.

Die Artikel 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung), 28 Absatz 3 und 36 seien aus den gleichen Gründen für nichtig zu erklären.

*Interventionsantrag von J.P. Bleus und anderen*

A.9. Als Gemeindemandatare verschiedener wallonischer Gemeinden schließen sich die intervenierenden Parteien der unter der Geschäftsverzeichnisnummer 1140 eingetragenen Klageschrift an.

*Schriftsatz der Wallonischen Regierung*

*Zulässigkeit der Klageschriften*

A.10.1. Die Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1140 hätten kein Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung des Dekrets, da keine Dekretsbestimmung ihrem Recht Abbruch tue, die Vertreter zu bestimmen, die die Gemeinde in der Generalversammlung der Interkommunale repräsentieren würden.

A.10.2. Die wallonischen Städte und Gemeinden hätten kein Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung einer Bestimmung, die dafür Sorge, daß die Vertreter der angeschlossenen Gemeinden in der Generalversammlung den vorher durch den Gemeinderat zum Ausdruck gebrachten Standpunkt wiedergeben würden. Die Städte und Gemeinden hätten kein Interesse daran, vorzubringen, daß eine Bestimmung die Meinungsfreiheit der Vertreter der jeweiligen Gemeinden in der Generalversammlung begrenze. Die Interkommunale sei eine Vereinigung von Gemeinden, nicht aber eine Vereinigung von Gemeindemandataren. Die Städte und Gemeinden könnten übrigens nicht an die Stelle der Gemeinderatsmitglieder treten zur Verteidigung deren eigener Interessen, und genausowenig zur Verteidigung der Interessen der Listen, auf denen diese Gemeinderatsmitglieder gewählt worden seien.

A.10.3. In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1142 erbringe der Kläger, der als Gemeinderatsmitglied der Gemeinde Büllingen, das auf der Liste « E.V.G. » gewählt worden sei, welche über keine gemeinsame Ordnungsnummer aufgrund von Artikel 22bis des Gemeindegewahlgesetzes verfüge, vor Gericht auftrete, keinen ausreichenden Nachweis für sein Klageinteresse, denn, wenn er nicht mehr in den Verwaltungsrat einer Interkommunale gewählt werden könne, sei dies nicht auf das Dekret zurückzuführen. Es ergebe sich vielmehr entweder aus seiner eigenen Entscheidung - der Kläger habe nämlich keine fristgerechte Verbindungserklärung abgegeben - oder daraus, daß er nicht von einer in der Generalversammlung vertretenen Liste dazu bestimmt worden sei, das Mandat eines Verwaltungsratsmitglieds auszuüben.

A.10.4. Die klagende Interkommunale in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1143 erbringe keinen ausreichenden Nachweis für ihr Klageinteresse, indem sie lediglich vorbringe, daß die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets auf sie Anwendung fänden. Außerdem könne die klagende Partei nicht in zulässiger Weise an die Stelle der Gemeinden oder der Gemeindemandatare treten zur Verteidigung deren eigener Interessen. Die Popularklage sei nicht zulässig.

Schließlich sei hinsichtlich der erforderlichen Eigenschaft und Prozeßfähigkeit dieser klagenden Partei ein ausdrücklicher Vorbehalt zu äußern.

*Zur Hauptsache*

*Hinsichtlich der Klageschrift in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1140*

A.11. Die Kläger würden die Bestimmung der Gemeindevertreter in der Generalversammlung durch die Gemeinden - wobei die Verbindungserklärung nicht erforderlich sei - mit der Bestimmung der Verwaltungsratsmitglieder und Kommissare durch die Generalversammlung verwechseln.

Artikel 18 § 2 des Dekrets sei nicht anwendbar auf die Generalversammlung einer Interkommunale.

Keine Bestimmung des angefochtenen Dekrets beschränke das Recht der Kläger ein, die Vertreter der Gemeinde in der Generalversammlung der Interkommunale zu bestimmen.

Artikel 14 des Dekrets sehe sogar ausdrücklich vor, daß die Vertreter der angeschlossenen Gemeinden in der Generalversammlung durch den Gemeinderat jeder Gemeinde unter den Ratsmitgliedern, dem Bürgermeister und den Schöffen der Gemeinde im Verhältnis zur Zusammensetzung des genannten Rates bezeichnet würden.

Im Gegensatz zu Artikel 18 § 2 des Dekrets, der ausdrücklich auf die Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches Bezug nehme, lasse Artikel 14 dem Gemeinderat völlig freie Hand, die von ihm gewünschte Berechnungsweise im Hinblick auf die verhältnismäßige Vertretung der Vertreter des Rates in der Generalversammlung zu bestimmen. Artikel 14 verbiete dem Gemeinderat also nicht, vom d'Hondt'schen System abzuweichen und eine Vertretung jeder politischen Fraktion zu sichern.

Im Gegensatz zu Artikel 18 § 2 des Dekrets, der sich auf den Verwaltungsrat beziehe, sehe Artikel 14 übrigens nicht vor, daß Gemeinderatsmitglieder, die auf einer Liste ohne gemeinsame Ordnungsnummer aufgrund von Artikel 22bis des Gemeindewahlgesetzes gewählt worden seien, eine Verbindungserklärung zu einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer abzugeben hätten. Artikel 14 mache weder die Abstimmung im Gemeinderat für die Bestimmung der Vertreter in der Generalversammlung der Interkommunale, noch sogar die Bestimmung durch den Gemeinderat zum Vertreter in der Generalversammlung von einer Verbindungserklärung abhängig.

Auf jeden Fall sei der Klagegrund unbegründet.

*Hinsichtlich der Klageschriften in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1141, 1142 und 1143*

A.12.1. Die Kläger würden Artikel 15 § 1 Absatz 2 zum Vorwurf machen, daß er den Grundsatz eines imperativen Mandats einführe, unter Verletzung des Rechtes auf Meinungsfreiheit. An erster Stelle sei darauf hinzuweisen, daß ein Klagegrund, der von einem unmittelbaren Verstoß gegen eine andere Vorschrift als diejenigen, die in Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 erwähnt seien, ausgehe, unzulässig sei.

Zur Hauptsache sei hervorzuheben, daß die angefochtene Bestimmung, die dem Gemeinrecht über die Handelsgesellschaften entspreche, die Gemeindeautonomie beachte und gleichzeitig eine effiziente Verwaltung der Interkommunalen gewährleiste. Sie garantiere ebenfalls das Recht auf Meinungsäußerung der Gemeinmandatäre bei der Ausübung ihrer Ämter.

A.12.2. Was Artikel 18 § 2 des Dekrets betreffe, sei der darin enthaltene Behandlungsunterschied durchaus gerechtfertigt. Hinsichtlich der Bestimmung der Vertreter der Gemeinderäte in der Generalversammlung sei nämlich darauf hinzuweisen, daß der Regionalgesetzgeber sich auf den Gemeinderat verlassen habe, d.h. im Sinne der Gemeindeautonomie. Zum anderen sei hervorzuheben, daß der Gesetzgeber, was die Bestimmung der Verwaltungsratsmitglieder durch die Generalversammlung betreffe, eine verhältnismäßige Vertretung habe gewährleisten wollen. Der Wirkungsbereich der Interkommunale unterscheide sich von demjenigen der Gemeinde. Es sei notwendig gewesen, die auf vergleichbare Listen verteilten Gewählten berücksichtigen zu können.

Indem der Dekretgeber die verhältnismäßige Vertretung im Verwaltungsrat der Interkommunale eingeführt habe, habe er gemäß dem von ihm verfolgten Demokratisierungsziel gehandelt; es habe gegolten, eine Vertretung der nichttraditionellen Listen zu gewährleisten, dabei aber der Zweckmäßigkeit des Verwaltungsrates keinen Abbruch zu tun und die Gemeindeautonomie zu beachten. Für die Festsetzung des Verhältnisses im Verwaltungsrat sei also vorgesehen worden, die eventuellen individuellen Verbindungserklärungen zu einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer, so wie sie durch den Gemeinderat festgehalten worden seien, zu berücksichtigen. Die Gemeindeautonomie sei aufrechterhalten worden, da jede Gemeinde ihre eigenen Vorschriften bezüglich der eventuellen Verbindungserklärungen ausarbeiten könne.

Im übrigen würde die Argumentation der Kläger zur Umwandlung der Interkommunale in eine neue politische Körperschaft führen. Wenn ein Mandatsträger sich dafür entscheide, keine Verbindungserklärung abzugeben, habe er die Verantwortung für seine Entscheidung zu übernehmen.

A.12.3. Auch in der Annahme, daß der Hof den Klagegrund für zulässig erklären sollte, soweit er von einem Verstoß gegen die Artikel 19, 22 und 27 der Verfassung ausgehe, schränke Artikel 18 § 2 Absatz 2 (Absätze 2 und 3 in der deutschen Übersetzung) des angefochtenen Dekrets keineswegs die Meinungs- oder Vereinigungsfreiheit der Gemeinmandatäre in den Gemeinderäten ein. Die Verbindungserklärung sei sinnvoll im Hinblick auf die Bestimmung der Quote bzw. des Gewichts jeder politischen Liste und beeinflusse keineswegs die Wahl der Verwaltungsratsmitglieder als Personen. Außerdem könnten die Mitglieder des Verwaltungsrates durch die Generalversammlung auch außerhalb derselben gewählt werden.

A.12.4. Aus den gleichen Gründen und insofern, als keine gesonderten Beschwerden vorgebracht würden, sei der Klagegrund, soweit er sich gegen die Artikel 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung), 28 Absatz 3 und 36 § 2 des Dekrets richte, entweder als unzulässig, oder als unbegründet zu bewerten.

*Erwiderungsschriftsatz der Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1140*

A.13. Es gehe nicht um die Verteidigung des Vorrechts, die Vertreter zu bestimmen, die eine Gemeinde in der Generalversammlung der Interkommunalen repräsentieren würden, sondern um die Verteidigung der Vorrechte der Vertreter der Gemeinde in der Generalversammlung zur Bestimmung der Verwaltungsratsmitglieder der Interkommunale. Da die Klage im wesentlichen Artikel 18 § 2 des Dekrets betreffe, liege es klar auf der Hand, daß die Kläger in ihrer Klageschrift die aufgrund der Verhältnismäßigkeit erfolgende Bestimmung der Verwaltungsratsmitglieder, nicht aber die Bestimmung der Vertreter der Gemeinde in der Generalversammlung ins Auge gefaßt hätten. Die unabsichtliche Verwechslung in der Klageschrift sei darauf zurückzuführen, daß die individuellen Verbindungserklärungen auf Kommunalebene zu erfolgen hätten, da diese Erklärungen durch den Gemeinderat festgelegt würden (Artikel 18 § 2 Absatz 2 (Absätze 2 und 3 in der deutschen Übersetzung)).

Im übrigen sei darauf hinzuweisen, daß ein Mandatar, der sich weigere, eine Verbindung mit einer Partei einzugehen, gar keine Verantwortung übernehme. Er lehne es lediglich ab, sich einer Partei anzuschließen, was selbstverständlich sein gutes Recht sei. Aber indem er das tue, werde ihm ungerechtfertigterweise das Recht versagt, die Verwaltungsratsmitglieder der Interkommunale zu bestimmen. Wenn es keine Diskriminierung gäbe, würde er ebenso wie die anderen Mandatäre über das Stimmrecht verfügen, um die Verwaltungsratsmitglieder zu bestimmen. Dieses Recht werde ihm jedoch verweigert.

*Erwiderungsschriftsatz der Kläger in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1141, 1142 und 1143*

A.14. Die Zulässigkeit der von F. Wirtz erhobenen Klage werde unbegründeterweise in Abrede gestellt, da seine Situation dadurch ungünstig beeinflusst werde, daß, da er keine Verbindungserklärung habe abgeben wollen, seine Chance, im Verwaltungsrat einer Interkommunale aufgenommen zu werden, ausgeschlossen sei.

Es sei widersprüchlich zu behaupten, daß die von den Gemeinden erhobene Klage unzulässig sei; man könne nämlich nicht gleichzeitig vorbringen, daß ein Gemeinderatsmitglied kein rechtmäßiges Klageinteresse hätte und daß die Gemeinden deshalb kein Interesse hätten, weil es Sache der Gemeinmandatäre wäre, die Verfassungswidrigkeit anzuführen. Sowohl die Gemeinden als auch die Gemeinmandatäre hätten das Recht, Argumente vorzubringen. Obwohl die Gemeinmandatäre in den Gremien der jeweiligen Interkommunalen als Bestandteil der Organe dieser Institutionen anzusehen seien, könne nicht außer acht gelassen werden, daß diese Mandatsträger dieses Amt eben aufgrund ihrer Zugehörigkeit zu den Gemeinderäten ausüben würden.

Auch die klagende Interkommunale habe ein Interesse daran, Vorschriften anzufechten, die hinsichtlich ihrer Zusammensetzung kein getreues Spiegelbild der Zusammensetzung der Gemeinlisten vermitteln würden.

*Erwiderungsschriftsatz von A. Pépin*

A.15. Da das Interesse einer Person, die einem auf die Ausübung des Stimmrechts bezüglichen Verfahren beitrete, nicht bestritten werden könne, sei in Erinnerung zu rufen, daß die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates in einem ersten Gutachten gefolgert habe, daß der ihr vorgelegte Dekretsentwurf « von Grund auf überarbeitet werden muß ».

Indem der Dekretgeber von den Gemeindemandataren verlange, daß sie eine Verbindungserklärung abgeben, d.h. daß sie sich zu ihren politischen Überzeugungen bekennen würden, damit ihnen die Gesamtheit ihrer Befugnisse in den Verwaltungsräten der Interkommunalen zuerkannt werde, überschreite er seinen Kompetenzbereich und beeinträchtige er das Gleichgewicht der Verfassungsgrundsätze der Artikel 10 und 11, 19 (Meinungsfreiheit), 22 (Privatleben), 27 (Vereinigungsfreiheit), 41 (Gemeindeautonomie) und 162.

*Erwiderungsschriftsatz von A. Keutgen und anderen*

A.16. Da die Interventionskläger sich erst gemäß Artikel 87 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof am Verfahren beteiligt hätten, habe die Wallonische Regierung zu den meisten der vorgebrachten Klagegründe nicht Stellung beziehen können. Gemäß Artikel 90 desselben Gesetzes habe der Hof somit zu beschließen, daß das Verfahren noch nicht verhandlungsreif sei.

*Erwiderungsschriftsatz der Wallonischen Regierung*

A.17.1. In den verbundenen Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1140, 1141, 1142 und 1143 würden die Klagen ausschließlich die Nichtigerklärung der Artikel 15 § 1 Absatz 2, 18 § 2, 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung), 28 Absatz 3 und 36 § 2 des Dekrets bezwecken.

Daraus ergebe sich, daß der von A. Keutgen und anderen in Anwendung von Artikel 87 § 2 eingereichte « Schriftsatz » unzulässig sei, soweit darin die Nichtigerklärung des gesamten Dekrets vom 5. Dezember 1996 beantragt werde.

Der von J.P. Bleus und anderen eingereichte Schriftsatz sei unzulässig, weil die einzigen Bemerkungen, die diese intervenierenden Parteien zum Ausdruck bringen würden, den in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1141, 1142 und 1143 vorgebrachten Klagegründen fremd seien. Sie würden demzufolge einen neuen Klagegrund darstellen. Im Verfahren auf Nichtigerklärung könnten aber nur in jenen Schriftsätzen, auf die sich Artikel 85 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 beziehe, neue Klagegründe vorgebracht werden.

A.17.2. Der Klagegrund, den A. Keutgen und andere aus dem Verstoß gegen Artikel 162 der Verfassung ableiten würden, sei unzulässig, da er einen neuen Klagegrund darstelle.

Der von einer Verletzung von Artikel 24 der Verfassung ausgehende Klagegrund sei ebenfalls unzulässig, weil, da diese Verfassungsbestimmung keine Zuständigkeitsverteilungsvorschrift sei, der Hof ihre Beachtung nicht gewährleisten könne.

A.17.3. In bezug auf den Hinweis auf das vom Hof verkündete Urteil Nr. 65/93 sei zu betonen, daß die vorliegende Rechtssache sich eindeutig davon unterscheide. In der damaligen Rechtssache habe der Hof als Ausgangspunkt seiner Argumentation das Vorhandensein zweier gegensätzlicher Zielsetzungen festgestellt: Wahrung des Prinzips des gleichen Zugangs zu den öffentlichen Ämtern einerseits und Gewährleistung einer ausgewogenen Vertretung der Tendenzen andererseits.

Auch durch ein weiteres Merkmal unterscheide sich die vorliegende Rechtssache grundsätzlich von jener, die Gegenstand des Urteils Nr. 65/93 gewesen sei. Der Hof sei damals mit einer gesetzgeberischen Bestimmung (dem Gesetz vom 16. Juli 1973) befaßt worden, die die Ansprüche auf Anwerbung, Bestimmung, Ernennung und Beförderung des statutarischen oder vertraglich eingestellten Personals in den kulturellen Einrichtungen und Anstalten eingeschränkt habe.

Das nunmehr zur Prüfung vorgelegte Dekret regle jedoch die Interkommunalen. Naturgemäß seien die Vereinigungen von Gemeinden keine Vereinigungen von Gemeindemandataren.

Daraus ergebe sich, daß die klagenden und intervenierenden Parteien kein Recht beanspruchen könnten, sich an den Organen der Interkommunale, geschweige denn an dessen Verwaltungs- und Kontrollorganen zu beteiligen. Niemals habe der Gesetzgeber eine Vertretung der angeschlossenen Gemeinden im Verwaltungsrat der Interkommunale garantiert.

Aus denselben Gründen sei ihr Recht auf individuelle freie Meinungsäußerung in der Organen der Interkommunale beschränkt, was erst recht dann der Fall sei, wenn sie von der Generalversammlung damit beauftragt worden seien, sich an Verwaltungs- und Kontrollaufgaben zu beteiligen.

Wenn sie zur Generalversammlung entsandt würden, müßten sie in der Regel in diesem Organ den vom Gemeinderat angenommenen Standpunkt wiedergeben, so wie es in Artikel 15 des Dekrets vorgesehen sei. Diese Maßnahme sei vollkommen gerechtfertigt.

Wenn sie mit Verwaltungs- oder Kontrollaufgaben betraut worden seien, müßten sie der Generalversammlung Rechenschaft ablegen.

Im übrigen sei nicht erwiesen, daß das durch Artikel 18 § 2 des Dekrets eingeführte System an und für sich geeignet wäre, den Rechten und Freiheiten der auf kommunaler Ebene Gewählten Abbruch zu tun. Eine derartige Beeinträchtigung wäre auf jeden Fall minimal. Auch in dieser Hinsicht unterscheide sich die vorliegende Rechtssache grundsätzlich von derjenigen, die zum Urteil Nr. 65/93 Anlaß gegeben habe.

— B —

*Hinsichtlich der Zulässigkeit der Klagen**Was die klagenden Parteien betrifft*

B.1.1. Die Wallonische Regierung stellt das Interesse aller klagenden Parteien in Abrede.

B.1.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daß jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.1.3. Jene klagenden Parteien, die natürliche Personen sind, sind entweder Schöffen oder Gemeinderatsmitglieder von in der Wallonischen Region gelegenen Gemeinden. Ihre Situation kann unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden durch die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen, die die Art und Weise der Bestimmung der Verwaltungsratsmitglieder und Kommissare der Interkommunalen organisieren und die Art und Weise des Vorgehens der Gemeindemandatare in der Generalversammlung der verschiedenen Interkommunalen, denen ihre Gemeinde angehört, einschränken. Sie weisen demzufolge das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf.

B.1.4. Jene klagenden Parteien, die Rechtspersonen sind, sind entweder Gemeinden, die Interkommunalen der Wallonischen Region angehören, oder eine Interkommunale der Wallonischen Region. Ihre Situation kann unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden durch die angefochtenen Bestimmungen, die die Art und Weise regeln, wie ihre Gemeinde in der Generalversammlung der Interkommunalen, denen sie als Gemeinden angeschlossen sind oder die sie als Interkommunale verwalten, vertreten wird. Sie weisen demzufolge das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf.

*Was die intervenierenden Parteien betrifft*

B.2.1. Die Wallonische Regierung bestreitet das Interesse sämtlicher intervenierenden Parteien aus den gleichen Gründen wie denjenigen, die sie angesichts der klagenden Parteien vorgebracht hat.

B.2.2. Gemäß Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof gelten diejenigen, die innerhalb der vorgesehenen Frist einen Schriftsatz einreichen und ein Interesse nachweisen, dadurch als am Verfahren beteiligte Parteien.

Die verschiedenen intervenierenden Parteien sind alle Gemeinderatsmitglieder von Gemeinden der Wallonischen Region. Aus den in der Erwägung B.1.3 in Erinnerung gerufenen Gründen weisen sie das erforderliche Interesse an der Intervention auf.

*Hinsichtlich des Umfangs des Interventionsschriftsatzes von A. Keutgen und anderen*

B.3.1. Die Wallonische Regierung bestreitet den Umfang des von A. Keutgen und anderen eingereichten Interventionsschriftsatzes.

B.3.2. Die Klagen bezwecken ausschließlich die Nichtigerklärung der Artikel 15 § 1 Absatz 2, 18 § 2, 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung), 28 Absatz 3 und 36 § 2 des Dekrets vom 5. Dezember 1996.

Die intervenierenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung der Gesamtheit des vorgenannten Dekrets. Eine Intervention aufgrund von Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof kann die ursprüngliche Klage weder abändern noch erweitern. Der Umfang der Intervention beschränkt sich demzufolge auf denjenigen der Klagen.

*Hinsichtlich der Zulässigkeit der von A. Keutgen und anderen vorgebrachten « Klagegründe »*

B.4.1. Die Wallonische Regierung bestreitet die Zulässigkeit der von einem Verstoß gegen die Artikel 27 und 162 der Verfassung ausgehenden und von A. Keutgen und anderen angeführten Klagegründe.

B.4.2. Die von den intervenierenden Parteien vorgebrachten Beschwerdegründe, die von einem Verstoß durch die angefochtenen Artikel des Dekrets gegen die Artikel 27 und 162 der Verfassung ausgehen, soweit diese Bestimmungen zuständigkeitsverteilende Artikel wären, sind unzulässig, denn nur in der Klageschrift und in den aufgrund von Artikel 85 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof eingereichten Schriftsätzen - d.h. in den Schriftsätzen von Parteien, an die aufgrund des Gesetzes eine besondere Notifikation erfolgen muß - können Klagegründe vorgebracht werden.

*Zur Hauptsache*

*Soweit der Klagegrund sich auf die Artikel 18 § 2, 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung) und 28 Absatz 3 des Dekrets bezieht*

B.5. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisseummern 1141, 1142 und 1143 beanstanden einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied unter den wallonischen Gemeinden, je nachdem, ob die Gemeinderatsmitglieder eine Verbindungserklärung zu Listen mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer abgegeben haben oder nicht.

Die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets hätten an erster Stelle zur Folge, daß die Gemeinden, deren Gemeinderatsmitglieder keine Verbindungserklärung abgegeben haben, kaum in der Lage wären, bei der Verteilung der Mandate in den Organen der Interkommunale berücksichtigt zu werden. Da bei der Verteilung der Mandate jene Liste einzeln betrachtet wird, hätten die Listen mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer ein größeres Gewicht, da sie die Mandatsträger dieser Listen erfassen, denen jene Mandatsträger hinzugefügt werden, die eine Verbindungserklärung abgegeben haben.

Im selben Klagegrund wird ferner beanstandet, daß die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets dadurch, daß sie für die Zusammensetzung des Verwaltungsrates und des Kollegiums der Kommissare Regeln vorsehen, die sich von denjenigen der Generalversammlung der Interkommunalen unterscheiden, nicht allen Gemeinden die gleichen Garantien bezüglich der Vertretung im Verwaltungsrat gewähren würden und somit zu unterschiedlichen Mehrheitsverhältnissen in der Generalversammlung und im Verwaltungsrat Anlaß gäben.

Schließlich würden die somit ins Auge gefaßten Gemeinden infolge der angefochtenen Bestimmungen an Autonomie einbüßen, im Vergleich zu denjenigen, die nicht von den angefochtenen Bestimmungen betroffen sind.

B.6.1. Die durch die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets eingeführte Regelung sieht vor, daß die Verwaltungsratsmitglieder und die Kommissare, die die angeschlossenen Gemeinden in den wallonischen Interkommunalen vertreten, im Verhältnis zur Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden ernannt werden. Wenn die Gemeinderatsmitglieder auf einer Liste gewählt worden sind, die nicht über eine gemeinsame Ordnungsnummer verfügt, werden bei der Festsetzung des Verhältnisses die eventuellen Verbindungserklärungen zu einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer berücksichtigt, wobei diese Erklärungen in jedem Gemeinderat der angeschlossenen Gemeinden abgegeben werden. Die Listenverbindung ist jedoch nur dann möglich, wenn die Liste, mit der die Listenverbindung zustande gebracht wird, sich bei den letzten Kommunalwahlen in der Gemeinde nicht zur Wahl gestellt hat. Diese Listenverbindung gilt einheitlich für alle Interkommunalen, denen die Gemeinde abgehört.

B.6.2. Der Dekretgeber hat mit diesen Maßnahmen zwei Zielsetzungen verfolgen wollen, und zwar die Gewährleistung einer besseren Vertretung und eines besseren Verantwortungsbewußtseins bei der Gesamtheit der demokratischen Fraktionen innerhalb der Interkommunalen einerseits und die Aufrechterhaltung der Wirksamkeit und Transparenz der Verwaltung dieser Interkommunalen, insbesondere durch die Beschränkung der Anzahl ausgeübter Mandate, andererseits (*Dok.*, Wallonischer Regionalrat, 1995-1996, Nr. 1, S. 2; *Dok.*, Wallonischer Regionalrat, 1995-1996, Nr. 27, S. 5; Erklärungen des Ministers, *Dok. C.R.I.*, 1996-1997, Nr. 4, SS. 36-37).

B.7.1. Der Hof stellt fest, daß der Dekretgeber zur Verwirklichung dieser Zielsetzungen, unter Verwendung seiner Beurteilungszuständigkeit, in Artikel 18 § 2 des angefochtenen Dekrets für die Zusammensetzung des Verwaltungsrates ein System organisiert hat, das nicht auf der Technik der Mehrheitsvertretung innerhalb der Generalversammlung beruht, sondern auf der Technik der verhältnismäßigen Vertretung aufgrund der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden (Absatz 1), mit einer Korrektur - zur Gewährleistung einer Vertretung der nichttraditionellen Listen - durch eine Technik der Listenverbindung (Absatz 2 (Absätze 2 und 3 in der deutschen Übersetzung)).

B.7.2. Der Hof stellt jedoch fest, daß die durch die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets eingeführte Regelung nicht die Listenverbindung zwischen den Gewählten aus Listen ermöglicht, die innerhalb ein und derselben Gemeinde nicht über eine gemeinsame Ordnungsnummer verfügen. So können zwei Gemeindeinteressenlisten innerhalb ein und derselben Gemeinde, die *per definitionem* nicht über eine gemeinsame Ordnungsnummer verfügen, sich nicht miteinander verbinden. Daraus ergibt sich, daß, wenn die Mandatsträger dieser Listen keine Verbindungserklärung zu einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer abgeben, die betreffenden Listen in ihrer Vertretung in den Verwaltungsräten und den Kollegien des Kommissars der Interkommunalen, denen die besagte Gemeinde angeschlossen ist, benachteiligt sein können.

B.7.3. Der Hof stellt des weiteren fest, daß die durch die angefochtene Bestimmung des Dekrets eingeführte Regelung genauso wenig die Listenverbindung zwischen Listen ermöglicht, die sich in verschiedenen Gemeinden zur Wahl gestellt haben und nicht über eine gemeinsame Ordnungsnummer verfügen, obwohl diese Gemeinden denselben Interkommunalen angeschlossen sind.

Daraus ergibt sich, daß Minderheitslisten, die über gemeinsame Ordnungsnummern verfügen, in den Interkommunalen der betroffenen Gemeinden eventuell übervertreten sein können.

B.7.4. Der Hof stellt schließlich fest, daß die Listenverbindung nur mit einer Liste erlaubt ist, die über eine gemeinsame Ordnungsnummer verfügt, aber sich bei den letzten Wahlen in der Gemeinde, in der die Listenverbindung erfolgen soll, nicht zur Wahl gestellt hat.

Daraus ergibt sich, daß, wenn alle Listen mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer sich bei den letzten Wahlen in der Gemeinde zur Wahl gestellt haben, keine Listenverbindung möglich ist für jene Listen, die nicht über eine gemeinsame Ordnungsnummer verfügen. Auch wenn die letztgenannten Listen eine Mehrheit bilden würden, werden sie bei der Berechnung der proportionale Verteilung der Mandate in den Verwaltungsorganen der Interkommunalen, denen ihre Gemeinde angeschlossen ist, unterbewertet werden.

B.8. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß die durch die Gesamtheit der angefochtenen Dekretsbestimmungen somit eingeführte Regelung zu einer mit dem Gleichheitsgrundsatz im Widerspruch stehenden Übervertretung der großen landesweiten Parteien in diesen Räten führt, und zwar auch dann, wenn sie in den betroffenen Gemeinden nicht vertreten sind.

B.9. Alle klagenden Parteien beanstanden des weiteren die Diskriminierung, die durch die eingeführte Regelung unter den Gemeindefunktionären entstehen würde, je nachdem, ob sie auf einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer gewählt worden sind oder nicht, oder nachdem, ob sie eine Verbindungserklärung abgegeben haben oder nicht.

B.10. Der Hof stellt fest, daß die durch die angefochtenen Dekretsbestimmungen eingeführte Regelung, die in B.7.1 bis B.7.4 dargelegt wurde, die Gemeindefunktionäre unterschiedlich behandelt. Jene Mandatsträger, die nicht auf einer Liste mit einer gemeinsamen Ordnungsnummer gewählt worden sind, können sich nämlich gezwungen sehen, wenn sie sich in wirksamer Weise an der Bestimmung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Kollegiums der Kommissare der Interkommunalen beteiligen wollen, sich mit einer Liste zu verbinden, die über eine gemeinsame Ordnungsnummer verfügt und deren Wahl ihnen durch die angefochtenen Dekretsbestimmungen mittelbar auferlegt wird.

Daraus ergibt sich ein ungerechtfertigter Behandlungsunterschied, der im Dekret enthalten ist und der nach Ansicht des Hofes jeglicher Grundlage entbehrt.

B.11. Der Klagegrund ist begründet. Da die Absätze 1 und 2 (Absätze 1, 2 und 3 in der deutschen Übersetzung) von Artikel 18 § 2 untrennbar miteinander verbunden sind, sind sie für nichtig zu erklären.

*Soweit der Klagegrund sich auf Artikel 15 § 1 Absatz 2 des Dekrets bezieht*

B.12.1. Die klagenden Parteien behaupten, daß die Regel des imperativen Mandats, die durch Artikel 15 § 1 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets eingeführt werde, der durch Artikel 19 der Verfassung gewährleisteten Meinungsfreiheit Abbruch tue, indem alle Vertreter der Gemeinde dazu verpflichtet würden, in der Generalversammlung gemäß der Entscheidung ihres Gemeinderates abzustimmen, auch wenn sie im Gemeinderat eine andere Auffassung vertreten hätten.

B.12.2. Der Hof ist nicht dafür zuständig, über eine Verletzung von Artikel 19 der Verfassung an sich zu befinden.

B.13. Der Klagegrund ist unzulässig.

*Hinsichtlich des Umfangs der Nichtigkeitsklärung*

B.14. Die klagenden Parteien beantragen die folgerichtige Nichtigkeitsklärung der Artikel 20 Absatz 3 (Absatz 2 der deutschen Übersetzung) und 28 Absatz 3 des Dekrets der Wallonischen Region über die Interkommunalen, indem diese Artikel auf den angefochtenen Artikel 18 § 2 des Dekrets Bezug nehmen würden. Sie beantragen auch die Nichtigkeitsklärung von Artikel 36 § 2 desselben Dekrets, der der rechtsprechenden Gewalt die Zuständigkeit einräumt, die Auflösung jeglicher Interkommunale zu verkünden, die ihre Satzung nicht abgeändert hätte, um sich nach dem Dekret zu richten.

B.15. Die angefochtenen Artikel 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung) und 28 Absatz 3 des Dekrets sind für nichtig zu erklären, da sie mit den für nichtig zu erklärenden Absätzen 1 und 2 (Absätze 1, 2 und 3 in der deutschen Übersetzung) von Artikel 18 § 2 des Dekrets untrennbar zusammenhängen.

B.16. Soweit der angefochtene Artikel 36 § 2 des Dekrets eine allgemeinere Tragweite hat als diejenige, die darin besteht, die Übereinstimmung der Satzung der Interkommunalen nur mit dem für nichtig erklärten Artikel 18 § 2 Absätze 1 und 2 (Absätze 1, 2 und 3 in der deutschen Übersetzung) desselben Dekrets zu gewährleisten, kann Artikel 36 § 2 nur insofern für nichtig erklärt werden, als er auf die für nichtig erklärten Artikel 18 § 2 Absätze 1 und 2 (Absätze 1, 2 und 3 in der deutschen Übersetzung), 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung) und 28 Absatz 3 Bezug nimmt und untrennbar damit verbunden ist.

*In bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen*

B.17. Damit der wallonische Regionalgesetzgeber in die Lage versetzt wird, die Artikel 18 § 2 Absätze 1 und 2 (Absätze 1, 2 und 3 in der deutschen Übersetzung), 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung) und 28 Absatz 3 insgesamt zu überdenken, werden die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum 31. Dezember 1998 aufrechterhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

— erklärt

. Artikel 18 § 2 Absätze 1 und 2 (Absätze 1, 2 und 3 in der deutschen Übersetzung) des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen,

. die Artikel 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung) und 28 Absatz 3 des vorgenannten Dekrets,

. Artikel 36 § 2 des vorgenannten Dekrets, nur soweit er auf die Artikel 18 § 2 Absätze 1 und 2 (Absätze 1, 2 und 3 in der deutschen Übersetzung), 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung) und 28 Absatz 3 des Dekrets Bezug nimmt,

für nichtig;  
 — erhält die sich aus den für nichtig erklärten Artikeln 18 § 2 Absätze 1 und 2 (Absätze 1, 2 und 3 in der deutschen Übersetzung), 20 Absatz 3 (Absatz 2 in der deutschen Übersetzung) und 28 Absatz 3 des Dekrets ergebenden Folgen bis zum 31. Dezember 1998 aufrecht;  
 — weist die Klagen im übrigen zurück.  
 Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 10. Juni 1998.  
 Der Kanzler, Der Vorsitzende,  
 L. Potoms. M. Melchior.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

N. 98 — 1586

[C - 98/35637]

**17 MAART 1998. — Besluit van de Vlaamse regering  
houdende vaststelling van het programma voor dienstencentra, serviceflatgebouwen,  
woningcomplexen met dienstverlening, rusthuizen en dagverzorgingscentra**

De Vlaamse regering,

Gelet op de decreten inzake voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd op 18 december 1991, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, 1° en 11, § 1, 2°, en het artikel 10, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 15 juli 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 december 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat aan de initiatiefnemers, die investeringsubsidies wensen aan te vragen voor de realisatie van hun project, rechtszekerheid dient te worden gewaarborgd en dat de ontwikkeling van een gewijzigde evaluatie- en beslissingsmethodiek met betrekking tot de investeringen voor voorzieningen voor ouderen het noodzakelijk maakt om op zeer korte termijn de verfijnde programmatienormen in te voeren;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 februari 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Definities**

**Artikel 1.** In dit besluit wordt verstaan onder :

1° bejaarden : personen van 60 jaar of ouder;

2° rusthuis : één of meer gebouwen die functioneel een inrichting voor collectief verblijf vormen waar, onder welke benaming ook, aan bejaarden die er op duurzame wijze verblijven, huisvesting wordt gegeven, alsmede geheel of gedeeltelijk, de gebruikelijke gezins- en huishoudelijke verzorging;

3° serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening : één of meer gebouwen die, onder welke benaming ook, functioneel een geheel vormen en die bestaan uit individuele wooneenheden waar bejaarden zelfstandig wonen en uit gemeenschappelijke voorzieningen voor dienstverlening waarop zij facultatief een beroep kunnen doen;

4° dagverzorgingscentrum : een gebouw of een gedeelte van een gebouw, onder welke benaming ook, waar aan bejaarden dagverzorging zonder overnachting wordt gegeven, alsmede geheel of gedeeltelijk, de gebruikelijke gezins- en huishoudelijke verzorging;

5° dienstencentrum : een centrum dat er inzonderheid voor zorgt dat diensten van materiële, hygiënische en sociale aard worden verleend aan bejaarden van een wijk, teneinde hen te helpen zo lang mogelijk hun zelfstandigheid en hun geïntegreerdheid in de gemeenschap te behouden;

6° voorziening voor bejaarden : een rusthuis, een serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening, een dienstencentrum of een dagverzorgingscentrum;

7° woongelegenheid : een opnamemogelijkheid van een bejaarde in een rusthuis;

8° wooneenheid : een opnamemogelijkheid van een bejaarde in een serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening;

9° verblijfseenheid : een opnamemogelijkheid van een bejaarde in een dagverzorgingscentrum;

10° administratie : de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn;

11° minister : de Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen.

**HOOFDSTUK II. — Programma**

**Art. 2.** Het programma, bedoeld in de artikelen 4, § 2, 1° en 11, § 1, 2° van de decreten inzake voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd op 18 december 1991, en bedoeld in het artikel 10, tweede lid, van de decreten inzake voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd op 18 december 1991, zoals gewijzigd bij het decreet van 15 juli 1997, bestaat enerzijds uit programmacijfers en anderzijds uit evaluatiecriteria.